



# L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 104 - AVRIL-MAI-JUIN 2020



## RÉSISTER ET AGIR EN CONFINEMENT

Renforçons la Sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises !

*"Les Hommes sont comme les lapins, ils s'attrapent par les oreilles".*

Les ateliers de désintox, des spots éclairants



## Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien  
la formation notre spécialité.*

### CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire  
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles  
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25  
Courriel: [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)

**COMITÉ DE RÉDACTION** : Mario BUCCI, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Tiffany LESCEUX, Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

**SECRÉTARIAT** : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** : Jean Blairon, Mario Bucci, Céline Caudron, Aurore De Keyser, Maxime Dogot, Géraldine Duquenne, Patrick Feltesse, Marie-Agnès Gilot, Yves Hellendorf, Martin Heyde, France Huart, Camille Hubert, Christine Mahy, Zoé Maus, Sarah Melsens, Doris Pipers, Jean-François Rasschaert, Charlotte Renouprez, Cécile Rugira, Samuel Thirion, Pietro Tosi

**PHOTOS**: Virginie DELATTRE

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE PAR DCL PRINTERS  
CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25  
Courriel : [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)

**ÉDITEUR RESPONSABLE** : Mario BUCCI, – Chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)



Virginie Delattre

## ÉDITORIAL

Un "après" déjà là ..... 3

## ANALYSE

### RÉSISTER ET AGIR EN CONFINEMENT

- Confinement, éducation permanente et action collective.... 4
- Le Covid-19 à l'image d'une poupée russe des crises. La crise alimentaire, entre lobby politique et réalités de terrain ..... 7
- *Les Confins, résistances au quotidien* ..... 9
- Hébergement de migrant.e.s en Wallonie picarde : l'impact du coronavirus !..... 11
- S'aventurer dans les ateliers d'écriture en confinement ..... 13
- « *Partons en live* » pour imaginer « l'après » confinement... 15
- Opération « draps blancs » contre la commercialisation de la santé et de la protection sociale..... 18
- Violences et confinement..... 20
- Logement en temps de confinement..... 22
- Solidarité pour lutter contre la vraie épidémie : l'indifférence..... 24
- Conserver la mémoire du confinement ..... 25

## MOUVEMENT EN CAMPAGNE

- Renforçons la Sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises !..... 26
- Régulariser les sans-papiers, une question de santé publique 26

## EN RÉGIONS

« *Les hommes sont comme des lapins, ils s'attrapent par les oreilles* ». Les ateliers de désintox, des spots éclairants..... 27

## VIE DE L'ISCO

Un BAGIC à Charleroi ..... 29

## EN BREF

Derrière nos écrans : les enjeux de l'exploitation minière.  
Zoom sur la RDC..... 30

AGENDA ..... 31

Mario BUCCI (Directeur du CIEP-ISCO communautaire) ◆

# Un « après » déjà là ?

**N**ous subissons encore, toutes et tous, les effets de la pandémie qui nous contraignent depuis plusieurs mois au confinement. Après un bilan de ce que cette crise a mis en évidence en termes d'injustices structurelles, le MOC et le secteur associatif réfléchissent à l'après-pandémie. Le sentiment que cette crise relève du jamais vu est partiellement justifiable pour les pays d'Europe, qui, depuis un siècle, n'ont plus été touchés par une crise sanitaire de cette nature, alors que c'est bien plus fréquent dans les pays du Sud. La seule menace « externe » connue dans les dernières années est le « terrorisme ». Une cause invisible, qui pourrait se trouver à proximité sans que nous puissions la voir, la reconnaître, contre laquelle nous ne pouvons que nous mettre à l'abri et faire confiance aux expert.e.s. Nous nous sommes vite habitué.e.s à considérer comme normal (et, pour certain.e.s, rassurant) la présence des forces armées dans l'espace public, les contrôles des corps, des documents et des bagages, ainsi que les barrières aux entrées des bâtiments publics et privés.

Avec le Covid-19, même si les formes ont été différentes, la « méthode » est la même : avec une série d'interdictions et d'obligations (l'interdiction de sortir de chez soi et d'avoir tout contact humain, le port de masques, la distanciation physique), les pouvoirs publics, leurs institutions (la police contrôlant les comportements des citoyen.ne.s et administrant des sanctions) et leurs expert.e.s ont éduqué la population à la peur et l'ont obligée à obéir aux règles, grâce notamment aux médias de masse assumant un rôle très pédagogique. Ce mélange d'autorité, de pédagogie et de contrainte a réussi à discipliner des milliards de personnes et produire des « corps dociles »<sup>1</sup>.

Dans la gestion de cette pandémie, en l'espace de quelques semaines, ces mêmes expert.e.s ont donné des injonctions opposées. Ensuite, la population a été préparée à l'alternance de régimes – confinement/déconfinement – en la présentant souvent comme une conséquence de leurs comportements disciplinés ou non, accompagné d'injonctions à avoir des conduites conformes aux règles (changeantes).

Dès lors, nous pourrions nous questionner : « *Face à la pandémie, aurions-nous dû nous comporter autrement ?* ». Cette interrogation soulève deux observations. Nous nous sommes facilement laissés déposséder de notre droit (et pouvoir) de participer à la citoyenneté et à la définition des solutions qui intéressent l'ensemble de la population. Les réalités des femmes victimes d'une recrudescence de la violence de genre, des personnes sans-papiers privées de tout moyen de subsistance, des personnes précarisées retrouvées exclues des mesures visant à soutenir les travailleur.euse.s sans-emploi, et des travailleur.euse.s contraint.e.s de continuer à travailler et de prendre des risques au nom de la collectivité ne semblent pas avoir beaucoup compté dans les mesures prises. Même sur des questions où la maîtrise de certains savoirs est indispensable, les citoyen.ne.s devraient pouvoir se faire entendre et peser dans le calcul coûts-bénéfices, comme le montre l'exemple du mouvement des personnes affectées par le VIH-SIDA.

En outre, d'une crise à l'autre, on observe le perfectionnement des modalités de contrôle des populations, qui pourraient être transférées à d'autres situations. Le développement des technologies de traçage et de contrôle, l'augmentation de la violence policière, la capacité de profiter

d'une crise qui affaiblit la population pour faire passer des réformes auxquelles on s'opposerait plus facilement dans des circonstances normales<sup>2</sup> trouvent toujours des justifications conjoncturelles (la menace terroriste, la contagion), mais dessinent en même temps une boîte à outils qui pourrait être mobilisée pour gérer la crise écologique ou une crise économique et financière. Nous en reparlerons. ■

Ce numéro spécial de *L'Esperluette* est consacré aux actions menées en éducation permanente pendant le confinement par certains CIEP régionaux et les Organisations du MOC.



© Virginie Delattre

1. Fais référence au titre d'un chapitre de Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 137-171.

2. Naomi KLEIN, *La stratégie du choc*, Arles, Actes Sud, 2013.

# RÉSISTER ET AGIR EN CONFINEMENT

Christine MAHY (RWLP) et Jean BLAIRON (RTA) ♦

## Confinement, éducation permanente et action collective

Pour beaucoup semble-t-il, en cette période de confinement, la question (le rêve) d'une césure (d'une cassure) est à l'ordre du jour : cette crise ravive les doutes et objections à propos du modèle néo-libéral de développement et fait espérer que l'après ne sera plus comme avant. Même le comte Étienne Davignon affirme : « *Je suis absolument persuadé qu'il y aura un avant et un après, pas seulement parce que les hommes politiques s'en rendent compte, mais parce que les citoyens vont l'exiger* »<sup>1</sup>. Cette césure en recoupe une autre : la crise que nous vivons est-elle réellement un événement inédit, comme les médias ont eu tendance à la présenter, ou s'inscrit-elle dans une série ? Pour Michel Wieviorka, l'événement est moins inédit qu'il n'y paraît et il n'est pas sûr que cet espoir de césure sera traduit en transformations : « *Ainsi, en France, durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est passé quelque chose de très important du côté de la Résistance quand les gaullistes, les communistes, et d'autres ont réfléchi ensemble à ce que devrait être la France une fois libérée du joug nazi. Ils ont produit le programme du Conseil national de la Résistance, qui a préparé la période qu'on appellera ensuite "les Trente Glorieuses". Autrement dit, ce qui s'est passé "après" a été en partie lié au fait que quelque chose s'est joué "pendant". Or, qu'est-ce que nous sommes en train de préparer aujourd'hui ? Je suis malheureusement ignorant de ce qu'il se passe en Belgique, mais en France, je n'observe la naissance d'aucun acteur politique, social ou intellectuel nouveau, rien qui repose sur une capacité d'action... Donc, pour l'instant, il m'est difficile d'être optimiste quant à la perspective de changements importants car je ne vois pas qui les prépare* »<sup>2</sup>.

Cette analyse repose sur un raisonnement que l'éducation permanente ne renierait pas : l'action politique dépend de la ca-

pacité à traduire ce que nous enseigne l'expérience personnelle en une expérience collective, de groupe, d'abord, de mouvement « global » ensuite. « *Je pense, effectivement, qu'une expérience comme celle-ci est de nature à nous faire découvrir à la fois une planète et une société différentes, et, peut-être, à transformer chacun de nous. Mais ce n'est pas parce que chacun de nous est transformé que la société ou le monde vont être automatiquement transformés. On ne passe pas comme ça, directement, des individus, de leurs expériences personnelles, de leur subjectivité, à la politique, voire à la géopolitique.* Ainsi, Michel Wieviorka pose cette question : « *Parmi tout ce qui devient plus visible socialement, qu'est-ce qui est capable d'action et qu'est-ce qui ne l'est pas ?* », sachant que la privation d'accès à la capacité d'action peut être problématique : « *Les inégalités ont été aiguës et je pense que l'on peut s'attendre à des révoltes, à ce que des situations dégénèrent, précisément parce que les acteurs ne pourront pas tous faire entendre leur voix autrement que par la violence.* » Dans la droite ligne d'un tel raisonnement, il nous a semblé que la priorité, pour aborder de telles questions, était, modestement, de faire retour sur notre propre expérience, pour tenter de dégager ce qui a pu nous mouvoir en matière d'action collective, d'explicitier en quelque sorte, de manière réflexive, une conception de l'action tirée vers cet impératif : la capacité d'agir. Nous essaierons donc de répondre à la question : « *Qu'avons-nous déjà engrangé de savoir réflexif que nous pourrions partager ?* »



### Le terrain sur lequel nous nous trouvons avant la crise

La crise provoquée par cette pandémie révèle, aux yeux de davan- tage de citoyen.ne.s et de groupes, les effets catastrophiques du

néo-libéralisme qui domine depuis plusieurs décennies. Pour nous, ces effets se regroupent en trois catégories.

– **La déconstruction et le démantèlement des protections et des solidarités structurelles**, dont l'exemple générique est la non individualisation des droits qui interdit les solidarités socio-familiales ; une phrase d'un témoignage suffit à le comprendre : « *Oui j'habitais seule avec ma fille, donc j'étais chef de ménage. Mon papa qui était au chômage a eu des soucis de chauffage dans son studio en plein hiver, j'ai proposé qu'il vienne chez nous, le temps que le proprio vienne faire les travaux. Le chômage a considéré alors mon père comme chef de famille et moi je n'ai plus rien reçu. Dingue, on peut même plus aider ses parents sans être pénalisée !* »

– **Une asymétrie dans la prise en compte de la capacité d'initiative** : en bas de la société, on est prié de se plier à des plans d'actions contraignants programmés par d'autres ; le point de vue des personnes concernées et leur analyse ne sont quasi jamais pris en compte. En haut, on veille à « libérer l'initiative » comme si elle ne pouvait être que bonne dans le chef, en tout cas, de ceux et celles qui sont entendu.e.s : les maraicher.ère.s n'ont manifestement pas eu la même oreille que le patron de Comeos...

– **La marginalisation de la « main gauche de l'État »**, soit celle qui gère les politiques sociales ou la dimension sociale des politiques : les métiers « héroïques » que l'on met en avant aujourd'hui étaient un cout « insupportable » hier et rien ne garantit que cette représentation va vraiment changer. L'adjectif « impayable » constitue toujours une fin de non-recevoir, qui omet d'ajouter la démission qui la justifie : « *toutes choses (c'est-à-dire tous privilégiés) restant égales par ailleurs* ».

## Quelles questions pose la gestion de cette crise ?

La perte de liberté que nous vivons se situe à un double niveau : des mesures ont réduit drastiquement nos droits et libertés ; elles ont été prises par l'entremise de pouvoirs spéciaux, jusqu'à des niveaux inouïs, y compris communaux. Il convient de se rappeler que c'est faute de politiques de prévention préalables, toujours les parents pauvres, que nous en sommes là, comme l'avance d'ailleurs lui-même le virologue Emmanuel André<sup>3</sup>.

La tendance au creusement des inégalités qui existait avant cette crise se renforce encore à cause d'elle, y compris dans les mesures qui sont prises aujourd'hui. En termes de revenus, par exemple, la liste des catégories oubliées ou négligées est extrêmement longue : les mesures de chômage temporaire ne régleront pas la situation des temps partiels, du travail temporaire ou intérimaire, des travailleur.euse.s ALE, des accueillant.e.s d'enfants, des jobs étudiants, du travail associatif, des artistes et travailleur.euse.s free lance, des personnes sans-papiers, etc. Sans parler évidemment des ménages dont les revenus, quels qu'ils soient, se situaient déjà en dessous du seuil de pauvreté. L'inégalité installée (c'est-à-dire structurellement admise ou organisée, par exemple par la déconstruction des droits du travail) ne peut absorber une crise quelle qu'elle soit, elle s'en trouvera grandement accrue : pensons ici aux femmes et aux familles monoparentales dont les conditions de vie étaient déjà plus défavorables avant la crise.

À l'instar d'un investissement insuffisant en termes de prévention (pour la santé par exemple), l'accoutumance aux inégalités écrit la chronique d'une mort sociale annoncée – alors qu'on sait que la consommation privée est dans notre pays un facteur très important de la santé économique elle-même.

## Quelles actions collectives ?

Observons d'abord que trop de médias ont déporté massivement l'attention sur des actions individuelles ou caritatives (parfois parce qu'ils y ont un intérêt en tant que protagoniste), parfois sur eux-mêmes « se mobilisant », parfois sur des « projets-pilotes » isolés (qui prennent la place des acteur.rice.s existant.e.s qu'il aurait fallu plutôt soutenir) ; la prime accordée à la supposée nouveauté, à l'émotion, à l'éphémère n'a pas d'office diminué. L'action collective de « traduction » évoquée au début de cette analyse n'en est évidemment pas facilitée. Sur base de notre expérience en cours, nous aurions tendance à nommer les balises et orientations suivantes pour lui donner une chance de se développer.

### Suivre le fil de ce qui arrive aux plus faibles pour comprendre ce qui est bon pour tous et toutes

Il ne s'agit pas pour nous de défendre une catégorie plutôt qu'une autre, par exemple les plus vulnérables. Il s'agit de tirer toutes les conséquences de ce constat : ceux et celles qui sont soumis à la participation dépendante (qui sont prié.e.s de s'intégrer à un système sur lequel il.elle.s ne pourront pas peser, comme le dit Alain Touraine) ou, pire, à la participation contrainte, sont les meilleurs analystes<sup>4</sup> de ce qu'une majorité subit : c'est en eux et elles que se trouvent les ressources d'analyse qui doivent nous guider. Cela fait cependant des décennies que l'on procède autrement : on part de ce que les plus favorisé.e.s vivent pour le plaquer et l'imposer à ceux et celles qui n'ont pas la possibilité de le vivre de cette façon.

### Qu'est-ce qu'il faut gagner ou préserver pour qui, concrètement, maintenant ?

En écoutant ce que les plus faibles – mais les meilleurs analystes – ont à nous dire, on peut opposer aux versions officielles (souvent auto-complaisantes) des éléments vécus que les institutions ne connaissent ni ne reconnaissent. Il importe alors de faire adopter des mesures qui endiguent ces catastrophes invisibles : par exemple, les couts insupportables que le confinement aura fait supporter aux ménages qui n'arrivaient déjà pas à affronter en temps normal les couts de l'énergie (eau, électricité...) et de l'alimentation.

### Ne pas rester entre soi mais participer à la lutte cognitive dont l'issue détermine les politiques

Même si ça peut aider, se redire entre soi ses propres convictions n'est pas suffisant. Nous savons que la lutte politique est d'abord une lutte cognitive, pour imposer une lecture de la réalité, une conception des problèmes et des solutions qu'on peut leur apporter<sup>5</sup>. On évoque par là des argumentaires qui déconstruisent les évidences et construisent des alternatives, mais aussi des énoncés qui peuvent en ramasser l'essentiel et le faire circuler dans tout le



© Virginie Delattre

corps social. Ainsi de la formule « 1/1/1 » à propos des politiques de soutien pour s'opposer aux effets de la crise : 1 pour l'économie, 1 pour les familles, 1 pour les personnes les plus vulnérables<sup>6</sup>.

### Sortir du ni-ni

Cette formule cristallise l'incapacité à agir : les personnes qui occupent les positions sociales moyennes ont en effet tendance à se considérer comme non dupes des politiques dominantes et du rôle qu'on veut leur faire jouer dans leur mise en œuvre, mais en même temps comme incapables d'agir sur elles. C'est parfois le cas aussi des structures intermédiaires (comme les associations subventionnées), pas d'accord avec ce qu'on veut leur faire faire, mais coincées dans des logiques d'obéissance.

Or, on n'est pas condamné à l'impuissance. Le RWLP a pu ainsi obtenir du Ministre Président de la Wallonie la création de la Task force « Urgence sociale » à côté de la Task force « Économie » ; réunissant tous les cabinets du gouvernement wallon, la Fédération des CPAS, la Fédération des services sociaux et le RWLP. Cette Task force a pu par exemple travailler à la suspension des expulsions du logement, au rétablissement d'un accès à l'énergie et l'eau pour tou.te.s, etc. Un deuxième exemple porte sur la transformation du numéro d'appel « 1718 » pour lui permettre d'apporter une réponse aux situations sociales dramatiques créées par la crise : les services publics wallons et le RWLP se sont alliés pour pouvoir aider concrètement les citoyen.ne.s les plus vulnérables à affronter les effets de cette crise, à dénouer notamment les logiques de « ping pong institutionnel » dans lesquelles les plus vulnérables s'épuisent.

### Alliances

Ce paradoxe interpelle : nous sommes nombreux.ses à dire et soutenir séparément les mêmes choses, sans être en mesure de créer le rapport de force capable d'infléchir les orientations dominantes. Nous nous demandons dès lors si la priorité en la matière ne doit pas changer : plutôt que d'essayer de comprendre, dire et écrire ce qui pourrait réunir les alli.e.s potentiel.le.s, ne faut-il pas s'attacher à identifier ce qui les sépare et les empêche de faire force effective ?

Pour ce qui nous concerne, la clé consiste à toujours revenir aux populations, à tous ceux et celles dont le capital d'énergie et de participation est usé et abusé, notamment à traquer le pouvoir des tendances dominantes incorporées : le « tout à la comm' », la

logique managériale antinomique par rapport à l'esprit des services publics et de l'associatif – ces dérives du capitalisme ne sont parfois que trop présentes chez les opposants eux-mêmes...

### Conclusion

Les principes fondateurs de l'éducation permanente peuvent nous aider dans la recherche des conditions de possibilité d'une action collective capable d'imposer une césure entre l'avant et l'après : soutenir l'initiative de ceux et celles qui sont privé.e.s de capacité d'action et s'inspirer d'eux.elles comme analyseurs, faire apparaître les insuffisances ou les incohérences de la version officielle de ce qu'est « la réalité », participer à la lutte cognitive, peser sur ce que Pierre Bourdieu appelle « *le champ du pouvoir* ».

Alors même que ce sont les groupes et groupements qui étaient considérés auparavant comme des coûts toujours excessifs (depuis les associations jusqu'à la Sécurité sociale en passant par toute une série de professions) qui ont empêché notre société de sombrer dans le chaos, nous avons à rappeler qu'il ne s'agit pas seulement dans leur chef d'un éphémère « héroïsme » : le développement sociétal n'est possible que si **sont produites les conditions de toute production** (par les travailleur.euse.s de la santé, de la culture, de la solidarité sociale au premier chef), conditions dont profitent honteusement et unilatéralement tous ceux et celles qui nous opposent que les institutions de « *la main gauche de l'État* » sont et resteront « impayables ». ■

1. Cfr *Petite Réalisation Multimédias « Et après ? »* (en ligne) <https://vimeo.com/414803955>
2. Bien dans la ligne de ce numéro, Michel WIEVIORKA, « Le monde d'après devrait se préparer aujourd'hui », *Le Soir*, 14 mai 2020 (en ligne) [https://journal.lesoir.be/journal.php#Le\\_Soir/web,2020-05-14,BRUXELLES|LS\\_QUOTIDIEN,2020-05-14,BRUXELLES,1|16](https://journal.lesoir.be/journal.php#Le_Soir/web,2020-05-14,BRUXELLES|LS_QUOTIDIEN,2020-05-14,BRUXELLES,1|16)
3. <https://plus.lesoir.be/299750/article/2020-05-09/emmanuel-andre-en-etant-prepares-aurait-peut-etre-pu-eviter-le-lockdown>
4. En analyse institutionnelle, le terme « analyseur » désigne un objet qui, introduit dans une situation, peut en révéler les contradictions ou controverses et ainsi aider à l'analyse. Pour le sociologue français René Lourau, l'analyseur peut aussi être une personne ou un groupe de personnes.
5. Philippe MAHOUX et Jean BLAIRON, *De la fabrique des lois*, Bruxelles, Centre d'Action laïque, 2019, pp. 71 et sq. (Coll. Liberté, j'écris ton nom).
6. *Édition spéciale Conseil national de sécurité. Interview de Christine MAHY*, RTBF, 6 mai 2020 (en ligne) [www.rtb.be/auvio/detail\\_edition-speciale?id=2632142&fbclid=IwAR2fBV55ag\\_chyUal9kdFHTUD5c77BpxofQmx-2GT\\_uc60qj1rplclqSLJwE6](http://www.rtb.be/auvio/detail_edition-speciale?id=2632142&fbclid=IwAR2fBV55ag_chyUal9kdFHTUD5c77BpxofQmx-2GT_uc60qj1rplclqSLJwE6)

Samuel THIRION (MOC Hainaut Centre) en collaboration avec Cécile RUGIRA (Vie Féminine Centr'Hainaut) et Doris PIPERS (CIEP Hainaut Centre) ◆

# Le Covid-19 à l'image d'une poupée russe des crises

## La crise alimentaire, entre lobby politique et réalités de terrain

**D**ans cet article, nous allons décrire l'onde de choc subie par certain.e.s citoyen.ne.s dans le maintien de leurs moyens de subsistance, avec comme réponse la mise en route d'un circuit d'urgence de distribution de colis alimentaires. Cette expérience a mis en évidence la carence des mécanismes de prévention dans une société ayant tendance à regarder devant soi avec une logique de progrès basée sur la redistribution (de plus en plus limitée) des produits de la croissance économique et moins à prendre des mesures pour les plus vulnérables comme guide de référence en termes d'action publique.

Dès la première semaine du confinement, l'urgence engendrée par la crise sanitaire au niveau du maintien des moyens de subsistance pour les familles précaires est révélée au grand jour. À l'initiative du MOC Hainaut Centre, le tissu associatif de Mons et de La Louvière s'est réuni pour d'une part, réfléchir ensemble à la mise en place de solutions et d'autre part, pour faire remonter collectivement les besoins des personnes les plus vulnérables auprès des autorités politiques. La même problématique est apparue au sein des deux plateformes locales : de grandes difficultés à subvenir aux besoins alimentaires des familles avec lesquelles les associations avaient maintenu un contact, mais également, l'inefficacité des systèmes d'alerte et le manque de places d'accueil pour la prise en charge des femmes et des enfants subissant des violences conjugales et intrafamiliales mis en évidence par Vie Féminine Centr'Hainaut<sup>1</sup>.

Alors que le discours politique et sanitaire parle de distanciation sociale, les associations locales ont maintenu des liens de proximité avec leur public, ce qui a permis de faire apparaître la non prise en charge de leurs besoins de colis alimentaires par les services publics. Certaines familles n'ont pas accès au réseau de distribution des Banques Alimentaires régionales, qui passe par les services des CPAS ; ces derniers délivrant une attestation d'indigence. En effet, elles ne fréquentent pas cette institution soit parce que leur statut ne le permet pas ou par méfiance vis-à-vis du contrôle des CPAS<sup>2</sup>.

Si les plateformes associatives se sont d'abord mises en place autour des besoins des personnes migrantes (avec ou sans papiers), il est très rapidement apparu que dès le début, la crise du coronavirus a aussi fragilisé toute personne qui, en temps « normal », fait partie du public vulnérable ; elle a aussi précipité dans des situations de grande précarité celles qui d'habitude peuvent

s'en sortir à la marge, notamment par le travail au noir ou par des micro-solidarités. La restriction des cadres légaux d'attribution de certaines aides a démontré leur limite quand les seuils sont atteints malgré une réelle situation de nécessité et de crise.

### Face à la crise, la difficulté du politique à réagir

Bien qu'essayant d'agir, les politiques sociales de proximité n'ont pas été en mesure de prendre en compte les situations dramatiques de certaines familles. Le constat avait déjà été posé par ailleurs, mais les circonstances actuelles d'urgence ont contraint les autorités publiques à donner des réponses partielles et celles-ci ont manqué d'anticipation en termes de procédure de crise et de moyens suffisants. Cette crise a fait apparaître d'autant mieux les dimensions sociales et les valeurs sous-tendant les choix politiques. Alors que la petite musique de l'urgence de la reprise économique va devenir assourdissante et s'imposer à tous et toutes, elle va rendre inaudible d'autres choix pouvant guider l'action politique. En effet, l'État social actif, qui est devenu la ligne d'horizon idéologique et politique du traitement de la question sociale, met en place des mécanismes de socialisation des risques et de contrôle avec une série de formes d'employabilité en provoquant la disparition de populations entières considérées comme surnuméraires par rapport aux besoins du marché du travail. Les ressorts ne sont pas méconnus : restriction des budgets publics, contrôle et surveillance des personnes fragilisées au niveau de l'action et sur le plan idéologique, renforcement de la responsabilité individuelle des personnes considérées comme des entrepreneur.e.s de leur vie. Les angles morts que sont les assignations de place, le racisme latent, le sexisme et le mépris de classe, sont en réalité les traces des rapports de force intégrés par les institutions, les agents de celles-ci, le politique et les citoyen.ne.s.

### De nombreuses catégories socialement impactées

L'urgence de la mise en place du confinement, l'incapacité collective à mener des raisonnements de gestion préventive intégrant des dimensions éthiques liées à la situation des plus fragiles et l'insuffisance des procédures de coopération entre acteurs associatifs et publics ont mené, aux niveaux social et local, à une gestion difficile de la crise. En tentant de ne pas se laisser piéger dans la catégorisation des vulnérabilités liées notamment à une insuffisance de ressources matérielles et de seuils de revenus, le relevé de

certaines d'entre elles met sous un miroir grossissant les systèmes d'économie informelle et les micro-solidarités. Politiquement, quels sont les soutiens à mettre en place en temps de crise pour des familles qui n'ont pas droit à la Sécurité sociale en matière de revenus de remplacement ni à l'aide sociale des CPAS ?

Ainsi, les personnes sans-papiers et les étudiant.e.s d'origine étrangère, les femmes survivant grâce au travail, souvent au noir ou comme intérimaire, sont devenu.e.s invisibles dans notre société. Les personnes sans-papiers n'ont droit qu'à une aide médicale urgente, sous condition de prouver leur résidence dans la commune. Or, la mobilité accrue de ces populations forcées d'être en mouvement perpétuel pour trouver un hébergement momentané, ou pour répondre à la demande de travail au noir, limitent l'accès



Virginie Delattre

à cette aide. Les étudiant.e.s ayant un statut de séjour valable et un accès au marché du travail pour les jobs étudiants sont aussi concernés. Avec cette crise, leur survie n'était plus assurée.

Dès le 20 mars 2020, juste après une semaine de confinement, la résistance au choc était mise à mal pour ces personnes car, travaillant habituellement et payées à l'heure ou à la journée, souvent à moindre coût, si elles peuvent survivre en temps normal, leur situation est devenue impossible avec cette crise, n'ayant aucunes économies de côté. Dès le début avril, des personnes en règlement collectif de dettes ou sous tuteur, d'autres dont les revenus sont gérés par les institutions (CPAS ou avocats) qui ont tardé à s'adapter pour répondre à leurs besoins, se sont manifestées auprès de l'associatif local. D'autres encore bénéficiant des revenus de la GRAPA (Garantie de revenus aux personnes âgées) et qui cohabitaient avec une personne sans revenus ont été aussi impactées ; les personnes rejoignant un membre de leur famille, sous le statut de « Regroupement familial », n'ont pas droit à une aide sociale. Or une personne bénéficiant de la GRAPA quand elle cohabite avec une autre personne, avec ou sans revenus, ne percevait que 745,57 euros par mois. Habituellement, bien qu'âgées, elles se débrouillent en travaillant au noir ou sont aidées par des membres de leur famille, mais avec le lockdown, les solidarités familiales se sont écroulées car beaucoup sont passées sous chômage temporaire et leurs revenus ont été fortement réduits, laissant ces familles déjà précarisées sans possibilité d'avoir des revenus supplémentaires pour survivre.

En outre, de nombreuses familles monoparentales percevant des revenus de remplacement ou de l'aide sociale, ont lancé un appel pour obtenir une aide alimentaire et des biens de première nécessité. En effet, avec la présence constante des enfants et l'augmentation de la part de nourriture dans leur budget, elles se sont retrouvées financièrement en déséquilibre alors qu'elles vivaient déjà en dessous du seuil de pauvreté.

## Réagir dans l'urgence

Très naturellement, l'impératif de suppléer au système ordinaire de distribution de colis alimentaires s'est imposé. L'idée assez simple était d'organiser un circuit supplémentaire d'urgence basé sur plusieurs leviers : d'une part, renforcer la distribution avec des colis supplémentaires et d'autre part, faire des associations l'interface direct entre leur public et les associations locales des banques alimentaires. Le système, mis sur pied tout d'abord à Mons, a permis que ces associations se portent garantes de la situation des personnes pouvant bénéficier de ce circuit, sans plus passer par le CPAS. Il a ensuite servi de « bonne pratique » pour l'expérimenter à La Louvière.

Une autre dimension non négligeable est la livraison des colis alimentaires. En effet, la situation des familles (femmes seules avec enfants, personnes âgées isolées, malades), le manque et le coût de la mobilité ou la crainte des contacts avec des institutions (notamment chez des personnes sans-papiers), la gestion des files d'attente devenues trop longues dans l'espace public, ont demandé d'organiser, sur base bénévole, une livraison toutes les semaines.

Malgré le système organisé dans l'urgence avec des acteurs qui ne sont pas les intervenant.e.s habituel.le.s de la distribution de colis alimentaires, cette expérience démontre que nous avons réussi à mettre en place une manière de répondre à la crise, à impulser des réactions venant d'institutions publiques, comme le *Relais Social Urbain de Mons et du Borinage* qui a attribué des moyens budgétaires pour des colis supplémentaires. À La Louvière, le Centre culturel (*Le Central*) est devenu pendant quelques semaines le lieu de dépôt des colis alimentaires. Les limites de cette expérience posent aussi la question du type de relations de coopération à construire entre l'action associative et les institutions publiques.

Face à l'urgence engendrée par la crise sanitaire, nos associations ont rassemblé leurs forces pour répondre aux besoins primaires de nos publics. Il ne s'agissait nullement de se substituer aux services publics mais de pouvoir collaborer ensemble et ajuster les mesures en fonction des réalités du terrain. Cependant, pour le MOC, toute action de solidarité doit être accompagnée d'interpellations envers les politiques. Dès lors, divers courriers ont été envoyés aux autorités locales (Bourgmestres de la région du Centre et de Mons, présidents de CPAS et conseillers communaux des deux villes), qui les ont informés des difficultés rencontrées par nos publics et de leurs demandes. Une attention toute particulière a été portée aux personnes sans-papiers : la crise actuelle

les plongeant dans une situation encore plus critique que jamais. Par ailleurs, un autre courrier a été adressé aux bourgmestres des communes de Mons, du Borinage et de la région du Centre ainsi qu'au Gouverneur, au collège provincial, à propos de l'organisation de l'action sociale pour une mutualisation, notamment avec la mise en place d'une task-force pour centraliser plus efficacement les moyens logistiques et humains. En outre, une rencontre avec le Président du CPAS de La Louvière est prévue. Reconnue pour son expertise, la plateforme associative devrait faire partie d'un groupe de concertation au sein du *Relais social urbain*.

Face aux files d'attente pour obtenir de l'aide alimentaire, nous nous interrogeons sur les limites de cette offre et nous rejoignons l'analyse posée par Christine Mahy et Jean Blairon<sup>3</sup>, à la fois dans ses dimensions de stratification sociale, de contrôle exercé

sur l'accès sous forme d'autorisation délivrée par les CPAS. Et plus fondamentalement, nous sommes interpellés par la question de l'autonomie alimentaire de chacun.e, et surtout des plus précaires, en prenant en compte ses dimensions culturelles, plus indépendantes des circuits économiques de l'agro-alimentaire. ■

1. Voir aussi dans cette Esperluette, l'article de Céline CAUDRON, « *Être confinée chez soi avec un homme violent est dangereux....* », pp. 19-21.
2. Pour en savoir plus : *Contrôles*, dossier de *Barricade. Culture d'alternatives*, Liège, 2019 (en ligne) [www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2019\\_dossier\\_controle.pdf](http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2019_dossier_controle.pdf)
3. Christine MAHY et Jean BLAIRON, « L'aide alimentaire, une installation qui pose question », *Intermag*, RTA, 17 décembre 2018 (en ligne) [www.intermag.be/analyses-et-etudes/politique/659-l-aide-alimentaire-une-installation-qui-pose-question](http://www.intermag.be/analyses-et-etudes/politique/659-l-aide-alimentaire-une-installation-qui-pose-question)

Pietro TOSI (CIEP-MOC Bruxelles) ♦

## Les Confins, résistance au quotidien

### L'éducation populaire en pandémie et en résistance

La crise que nous traversons actuellement remet en question nombre de certitudes sur notre société. Réfléchir à l'après coronavirus nécessitera de garder à l'esprit que nous ne pourrions penser le monde de demain sans vision claire sur ce que vivent aujourd'hui les travailleur.euse.s, les précaires, les femmes, les migrant.e.s, enfin, tou.te.s les oublié.e.s de cette crise. Cette période a aussi remis en cause les méthodes classiques de nos pratiques en éducation permanente. Face à ces constats, le MOC de Bruxelles a lancé une campagne *Les Confins, résistance au quotidien*. Depuis le début du confinement, les différentes organisations constitutives du MOC de Bruxelles (Équipes Populaires, les JOC, CSC, Mutualité Chrétienne, Vie Féminine) maintiennent le contact avec leurs membres pour essayer de comprendre leurs besoins, leurs difficultés et leurs colères. De ces relations, des traces ont été recueillies qui constituent de véritables outils politiques pour mieux cerner les réalités et inégalités qui traversent la société aujourd'hui.

Un premier constat en lien avec le confinement : toutes les inégalités sociales se sont exacerbées. Le rôle du mouvement ouvrier face à cette crise est de mettre en avant la voix de celles et ceux qui sont sans (sans travail, sans revenu, sans internet), surtout ceux et celles qui travaillent dans des secteurs essentiels comme la lutte contre la maladie, la reproduction de la vie et de la société ; ce sont celles et ceux qui ont, de fait, été abandonné.e.s par la gestion de cette crise mais sans lesquelles il serait impossible de la gérer. Celles et ceux qui ont été sur le front, par obligation ou par abandon, mais qui ne pourront se taire quand la crise sanitaire va se transformer

en crise sociale. Cette campagne *Les confins* a été développée en lien avec la méthodologie de l'enquête ouvrière<sup>1</sup>.

Pour remettre au centre de notre travail d'éducation permanente les vécus et l'expertise des gens, nous nous sommes déplacés aux marges de la société. Parce que le rôle du mouvement ouvrier n'est pas de parler à la place des gens, mais de mettre en avant leurs réalités et leurs vécus ; c'est donc à partir de leurs récits qu'il faudra repartir pour construire l'après crise.

Le MOC de Bruxelles et ses organisations ont alors décidé de créer une page Facebook qui relaie et met en évidence l'ensemble de ces paroles.

*Les confins, résistance au quotidien :*  
[www.facebook.com/lesconfins/](https://www.facebook.com/lesconfins/)

### Des interpellations politiques et de l'aide concrète

Le contexte de confinement a impacté nos pratiques classiques d'éducation populaire qui ont payé un lourd tribut. En effet, il était et il est toujours impossible de réunir physiquement des groupes, donc impossible de libérer la parole de nos publics alors qu'il elle.s vivaient une expérience de changement tellement fort, avec des répercussions dans leurs vies et leur quotidien. Nous ne pouvons plus être présents sur le « terrain » pour écouter leurs angoisses et leurs difficultés, ni faire jouer l'intelligence collective, ni pour y donner une perspective sociale, collective et politique. Nos pratiques devaient être réinventées et repensées à partir de cette réalité nouvelle.



Virginie Delattre

## DES TÉMOIGNAGES INTERPELLANT SUR LA PAGE FACEBOOK LES CONFINÉS

F., sans-papier, vit dans un appartement. Un ami avec qui il lutte depuis plusieurs années a été hospitalisé avec le Covid-19 dans un état critique : « *Tous les sans-papiers maintenant ont encore plus peur de sortir que d'habitude, ils sont peur de choper le virus et de ne pas avoir le droit d'être soignés. Beaucoup n'appellent même pas le médecin traitant ou ne veulent pas se rendre à l'hôpital ou se faire dépister par peur d'être expulsés. On a besoin d'un soutien matériel et psychologique à la maison, particulièrement dans les squats. Je pense fort à mes amis et mes camarades qui sont là-bas.* ».

Mariane, sans-papier, est arrivée il y a quatre ans à Bruxelles. Elle a toujours travaillé. Jusqu'à la semaine dernière, « *tout allait bien* ». Elle s'occupait d'un bébé pour un jeune couple qui possède un restaurant dans un quartier chic : « *They're very nice, they pay ok* ». Elle habitait jusqu'à mercredi dernier chez eux, du mercredi au dimanche. Le lundi et le mardi, elle rentrait chez elle. Mais voilà, le coronavirus a fait son entrée fulgurante et la situation a basculé du jour au lendemain : « *Mes patrons sont partis en Suisse. Je ne sais pas comment je vais payer mon loyer, il est de 615 euros. Je suis seule, il me reste un paquet de pâtes...* »



C'est ainsi que nous avons essayé d'appliquer, dans ce contexte très difficile, les principes fondamentaux de notre travail d'éducation permanente, **la méthode du « voir-juger-agir »**.

Au niveau du **Voir**, il était important de rester en contact avec nos publics, de repérer leurs besoins les plus importants, de construire des réseaux de solidarité et de coordonner toute une série de soutiens pour tenter d'y répondre. Cette phase pourrait être qualifiée de « mutualisme », au sens militant du terme : il s'agit de mettre ensemble des solidarités populaires pour répondre à des besoins primaires avec une visée politique, en politisant l'acte de solidarité concrète afin de s'écarter d'une approche passive et caritative<sup>2</sup>.

Au niveau du **Juger**, notre finalité a été d'essayer de réunir ces personnes pour les faire s'exprimer et participer. Bien sûr, les moyens informatiques ont été utilisés, avec des groupes de discussion sur *Whatsapp* et *Facebook* ; des réunions en vidéo chat pour parler de ce que chacun.e était en train de vivre, d'écouter les peurs et impressions, avec l'objectif d'être capable, via la discussion collective, de clarifier les questions et les interrogations de chacun.e, en essayant toujours d'avoir une lecture sociale et politique des vécus.

Il nous semble important ici de pointer un élément essentiel, qui a fait basculer notre pratique d'animateur.ice.s sociaux.ales en éducation populaire. Dans ces moments historiques de crise, les séparations classiques qui s'interposent dans la pratique sociale entre l'animateur.ice et l'apprenant.e, entre le.la permanent.e et les militant.e.s, se défont petit à petit et nous montrent que la transformation de la société ne peut se faire qu'à travers un travail collectif. Lorsque l'action collective prend place dans la rue, nous nous rapprochons alors de l'abolition de ces frontières sociales, selon la formule de Paulo Freire « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du Monde* » (*Pédagogie des opprimés*).

Au niveau de l'**Agir**, notre troisième finalité a été de réfléchir au lancement d'actions collectives, de campagnes d'interpellation

politique et d'agitation sociale sur les réseaux sociaux. Le 16 avril, avec le Comité de travailleurs avec et sans-papiers de la CSC, une première campagne a été lancée sur les réseaux sociaux autour du slogan « *Contre le virus, la régularisation c'est maintenant !* ». Le but de cette campagne était tout d'abord de rendre visible la situation sociale des travailleur.euse.s sans-papiers particulièrement fragilisé.e.s dans le contexte actuel, mais également le danger lié à leur invisibilité, qui représente un problème par rapport à l'ensemble de la population, surtout pendant une pandémie. Ces arguments nous ont permis de sensibiliser l'opinion publique mais également le gouvernement. Avec le confinement, les sans-papiers ont perdu leur travail : il s'agit donc, avec la demande de régularisation des travailleur.euse.s sans-papiers, d'une question cruciale non seulement de santé publique (car nous avons besoin de protéger chacun.e du virus), mais aussi de justice sociale. Toutes les étapes de la campagne ont été élaborées et discutées collectivement à travers les échanges avec les militant.e.s. Le 4 mai, à leur

demande, nous avons lancé une campagne nationale « **Déconfinons les droits des sans-papiers !** » avec le front commun syndical FGTB-CSC, le CIRÉ, la Coordination des sans-papiers et la Plateforme de soutien aux sans-papiers. En réalisant une action symbolique à la station de métro Arts-Loi, les militant.e.s de Bruxelles ont aussi marqué la date du déconfinement avec une station de métro construite par les mains des sans-papiers.

Parallèlement, une aide concrète a pris la forme d'une **caisse de solidarité** pour répondre aux besoins des militant.e.s en ce qui concerne la nourriture, les cartes de téléphone et le prix du loyer. À

l'heure d'écrire cet article, nous avons récolté plus de 3500 euros. La campagne continuera jusqu'à la fin du mois de mai. De plus, des cercles de solidarité ont été construits via les réseaux de citoyen.ne.s engagé.e.s mis en place sur les réseaux sociaux, dans lesquels les JOC et les Équipes populaires jouent un rôle. Nos publics et leurs besoins ont été mis en relation avec l'action de bénévoles qui fournissaient soit des colis alimentaires, soit du matériel sanitaire.



## Des récits à la résistance

Pour le MOC de Bruxelles, les luttes de demain doivent être construites à partir des savoirs des personnes qui vivent ces résistances et inégalités au quotidien. Cette crise a montré que nous ne sommes pas égaux face au confinement : les plus précaires et les plus pauvres sont moins protégé.e.s et tombent plus vite malades ; ils et elles payent cette crise sanitaire beaucoup plus lourdement. Quand il s'agira de voir qui devra payer cette crise sociale, le mouvement social devra se souvenir de tous ces exemples de résistance. C'est pourquoi le MOC de Bruxelles et ses organisations ont décidé de collecter et de mettre en évidence les paroles de ces précaires, qui éclairaient leur vécu et inégalités, car c'est de leur colère que le MOC pourra faire ressortir des revendications et mettre en place les actions collectives nécessaires à la transformation de notre société. En effet, si le mouvement ouvrier veut continuer à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la société, il doit répondre aux besoins des groupes sociaux marginalisés par des décennies de coups portés à la Sécurité sociale et aux services publics et intégrer leurs luttes.

Maxime DOGOT (CIEP WAPI) ♦

Ces paroles rapportées nous éclairent sur les besoins humanitaires criants (problèmes de loyer, accès aux toilettes publiques, conditions de travail...), mais aussi sur les résistances et solidarités qui se mettent en place. Selon Thomas Englert, responsable du MOC Bruxelles, « ces zooms individuels font émerger une réalité sociale collective. Dans les actions de résistance et de subsistance du quotidien, racontées par chaque individu, surgit aussi une résistance collective qui nourrira nos revendications pour 'l'après' ». Parce qu'il y aura un « après » rempli de luttes, soyons-en certain.e.s. ■

1. Claire MATHOT, « Retour de l'enquête ouvrière au MOC-Bruxelles », *L'Esperluette*, janvier-mars 2020, pp. 6-9.
2. *Manuale del Mutualismo. Camera popolare del lavoro*, 26 mars 2019 (en ligne) [www.rosalux.eu/en/article/1375.manuale-del-mutualismo.html](http://www.rosalux.eu/en/article/1375.manuale-del-mutualismo.html)



### POUR EN SAVOIR PLUS...

Gilles MAUFROY, « Des confinés au cœur de la fabrique sociale », *Revue Nouvelle*, Blog, 23 avril 2020 (en ligne) [www.revue nouvelle.be/Des-confinés-au-cœur-de-la-fabrique-sociale](http://www.revue nouvelle.be/Des-confinés-au-cœur-de-la-fabrique-sociale)

« Covid-19 » (Dossier), *Revue Nouvelle*, mars 2020 (en ligne) [www.revue nouvelle.be/2020-03](http://www.revue nouvelle.be/2020-03)

# Hébergement de migrant.e.s en Wallonie picarde : l'impact du coronavirus !

« **O**n ne peut pas accueillir toute la misère du monde et bla bla bla » ... Cette vieille rengaine rocardienne travaillée à la sauce « désertion » est le grand classique du répertoire politique lorsque l'on milite pour un accueil digne des personnes étrangères en Belgique. Il a pourtant fallu passer outre pour obtenir des mesures politiques permettant aux migrant.e.s en transit en Wallonie picarde de se confiner en cette période de coronavirus. Le combat fut long, âpre et, surtout, il continue.

La migration et l'accueil des personnes étrangères sont des thématiques dans lesquelles le CIEP Wapi s'investit considérablement, notamment à Mouscron, avec le *Réseau Mouscron Terre d'accueil* et à Tournai avec la *Plateforme pour l'Interculturalité à Tournai (PIT)*. Créé en 2015 suite à l'ouverture du centre d'accueil pour demandeur.euse.s d'asile *Le Refuge*, ce réseau de citoyen.ne.s et d'associations favorise le vivre ensemble, l'accueil, et l'intégration de la personne étrangère à Mouscron ; il joue aussi un rôle d'information et de plaidoyer politique en lien avec l'actualité du droit des étranger.ère.s et du droit d'asile.

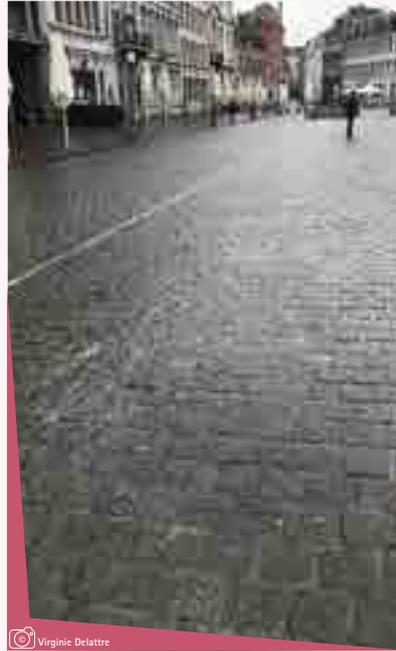
## De l'indignation de terrain à une action politique

À Tournai, le CIEP occupe la co-présidence de la *PIT*. Composée d'associations de tout bord (tant du pilier chrétien que socialiste) et de citoyen.ne.s, cette asbl est reconnue par la Région wal-

lonne en tant qu'initiative locale d'intégration (ILI). Elle organise des événements culturels favorisant la rencontre des populations locales et des personnes étrangères ou d'origine étrangère, elle propose des formations citoyennes dans le cadre du parcours d'intégration, des permanences sociales et juridiques. Enfin et surtout, la *PIT* s'adonne à l'interpellation et au plaidoyer politique, car si les initiatives individuelles et citoyennes sont importantes, voire parfois essentielles, la question de l'interculturalité est avant tout un projet de société qui doit être porté et défendu par les responsables politiques. À l'heure où les interrogations liées à la « démocratie directe » et à la « gestion horizontale » de la question sociale sont à la mode, la *PIT* démontre l'importance de se structurer et de s'organiser en tant que corps intermédiaire pour faire la jonction entre le terrain et les sphères politiques décisionnelles.

La mission du CIEP Wapi (en partenariat avec les *Femmes prévoyantes socialistes FPS* et *Lire & Ecrire*) est de colorer d'une teinte « éducation permanente » les initiatives de la *PIT* et du *Réseau Mouscron Terre d'accueil*. Ainsi, les actions et activités, tant à Mouscron qu'à Tournai, sont imaginées, conçues et réalisées avec des citoyen.ne.s, mais surtout, elles viennent en aval de constats de terrain et d'une réflexion collective sur les solutions pour pallier auxdits constats. Le travail mené par le CIEP pour l'ouverture de lieux de confinement pour migrant.e.s en transit en Wallonie picarde illustre bien cette démarche qui consiste à transformer une indignation de terrain en une action politique concrète.

En juin 2018, la *PIT* interpelle par voie de presse la Ville de Tournai pour voter la motion « *Commune hospitalière* » du CNCD 11.11.11. et s'engager ainsi à améliorer l'accueil et le séjour des migrant.e.s dans le respect des droits humains. Il faudra attendre octobre 2018 et l'avènement de la majorité communale PS/Ecolo pour que le vote de cette motion apparaisse dans la déclaration de politique communale. L'Échevine de la Solidarité internationale, Coralie Ladavid (Ecolo), met en place un groupe de travail avec des acteur.rice.s de terrain (dont la *PIT*) pour concrétiser les prescrits de *Commune hospitalière*. La *PIT* dispose alors d'un lieu officiel et spécifique où transformer ses revendications en actions politiques. Parallèlement, depuis janvier 2020, la *PIT* soutient un groupe de bénévoles mobilisés dans l'organisation d'une aide humanitaire d'urgence apportée aux personnes migrantes en transit qui séjournent temporairement en Wallonie picarde, notamment le long de l'axe autoroutier. Sur la route vers l'Angleterre, cet Eldorado fantasmé, des personnes originaires de pays en crise et/ou en guerre (Érythrée, Éthiopie, etc) transitent et se retrouvent dans des situations particulièrement difficiles, voire inhumaines : privées de nourriture et de logement, (sur)vivant dans des conditions d'hygiène déplorables, sans recours aux soins de santé, ... Face à cette situation, une trentaine de bénévoles se sont investi.e.s dans la récolte et la distribution de denrées alimentaires de première nécessité, la recherche d'un local permettant de les abriter au moins quelques heures par jour, leur donnant l'opportunité d'accéder à des installations sanitaires et à un espace chauffé. Dans l'urgence, la *Maison Internationale de Tournai* ouvre ses portes pour accueillir cette initiative citoyenne, malgré l'inadaptation des lieux et l'empiètement sur leurs activités.



### Mise en place d'un lieu de répit pour migrant.e.s en transit

Face à la lourdeur de la tâche et sous la pression d'un hiver mordant, ce groupe de bénévoles se tourne vers la *PIT* pour rechercher et mettre en place un lieu de répit. La mission est risquée car la frontière entre aide humanitaire et traite d'êtres humains est parfois ténue. De plus, il faut s'assurer du soutien des autorités locales pour éviter de transformer ce lieu en une souricière propice à une rafle de migrant.e.s en situation irrégulière. En collaboration avec les bénévoles, la *PIT* diagnostique les besoins du terrain et les services à développer pour assurer un minimum de dignité aux bénéficiaires. Il ne s'agit pas uniquement de besoins primaires (nourriture, chauffage, soins médicaux...), ces personnes n'ont aucune connaissance de leurs droits en Belgique alors que, notamment pour les Érythréen.ne.s, le taux de réponse positive aux demandes d'asile est proche des 90% en Belgique. L'objectif de la

*PIT* est aussi de les informer par le biais de permanences sociales et juridiques afin qu'ils puissent poser un choix libre et éclairé. Le plaidoyer politique de la *PIT* s'articule autour de la transmission des informations juridiques, avec l'avantage de potentiellement couper l'herbe sous le pied des réseaux criminels de passeurs et de rassurer la classe politique sur le fond de notre action : un.e demandeur.euse d'asile de plus, c'est une personne en moins sur les parkings. Ce plaidoyer pour un lieu de répit est porté par la *PIT*

au sein du groupe de travail « *Commune hospitalière* » de la Ville de Tournai afin d'obtenir des garanties quant au fait que rien ne sera fait pour arrêter les bénéficiaires du lieu et un soutien logistique (lieu et personnel mis à disposition).

Face au caractère régional de la problématique, l'Échevine de la Solidarité internationale de Tournai invite la *PIT* à participer à la commission « *Migrants en transit* » de la Conférence des Bourgmestres de Wallonie picarde. Cette commission se réunit fin janvier et rassemble plusieurs bourgmestres de la région ainsi que des représentant.e.s des CPAS, des forces de police et de l'associatif actif en la matière. Globalement, les propositions de la *PIT* pour l'ouverture d'un lieu de répit sont acceptées, car elles proposent des solutions concrètes pour lutter contre la criminalité liée aux réseaux de passeurs. Mais à l'heure de passer à l'acte, les bourgmestres se montrent frileux à l'idée d'ouvrir un lieu de répit dans leur commune. Le « *Not In My Backyard* » est

de mise et chacun.e préfère botter en touche à la manière d'un libéro pris de panique dans son grand rectangle.

Plusieurs réunions ont lieu en janvier et février sans qu'aucune solution ne voie le jour. Malgré les propos rassurants du procureur du Roi sur la légalité de pareille initiative, les débats tirent en longueur. Les tentatives de trouver un lieu du côté du privé se soldent également par des échecs. Les propriétaires privés se révèlent également d'habiles pongistes, prompt.e.s à renvoyer la balle aux autorités publiques. À ce stade, seule la Province du Hainaut assure la *PIT* de son soutien. Et si aucun local n'est disponible ou adéquat pour accueillir un tel lieu de répit, le Président du Collège provincial Serge Hustache (PS) s'engage à payer le loyer d'un lieu privé. Mais ledit lieu reste difficile à trouver tant chez les privés que du côté du public. Le plaidoyer reste donc au point mort.

### Crise sanitaire et confinement pour les migrant.e.s en transit

Mi-mars, la crise sanitaire du coronavirus et l'obligation de confinement changent la donne. Pour les migrant.e.s en transit, il est beaucoup plus difficile d'entrer en confinement vu qu'ils sont sans-abris. En concertation avec le *Relais Social Urbain* de Tournai, un nouveau diagnostic met en évidence la nécessité de réclamer l'ouverture de petits hébergements et d'un centre mé-

dical pour que toutes les personnes sans-abris atteintes par le virus puissent être isolées pendant leur guérison. Ce diagnostic est transmis à la Conférence des Bourgmestres de Wallonie picarde et sous la pression des acteur.rice.s de terrain (dont la *PIT*), une réunion d'urgence est décidée autour de l'ouverture d'hébergement de confinement dans la région. L'ouverture de ce type d'hébergement est réalisée à des degrés d'implication variables : certain.e.s mettent à disposition des lieux là où d'autres se contentent de donner leur autorisation. Cette réunion a surtout permis une prise de conscience des bourgmestres de leur responsabilité par rapport au confinement de la population présente sur leur territoire. En effet, le gouvernement Wilmès a confié cette responsabilité aux gouverneur.e.s de province qui se sont tournés vers les communes. Un consensus est alors trouvé avec le politique. La *PIT* et ses bénévoles participent, dans un premier temps, à la gestion

d'hébergements collectifs pour migrant.e.s en transit à Enghien, Ath et Péruwelz. Un centre médical pour sans-abris atteints par le Covid-19 est ouvert par la *Croix-Rouge* avec l'accord de la Ville de Tournai.

À l'heure du déconfinement, certains lieux d'hébergement commencent à se vider. La *PIT* reprend donc son plaidoyer pour l'ouverture d'espaces de répit en s'appuyant sur les expériences réussies dans ces différents lieux de confinement. Cette expérience a permis à la *PIT* (et donc au CIEP) de s'imposer comme un acteur crédible et légitime aux yeux des dirigeant.e.s politiques locaux, mais également aux yeux d'acteur.rice.s privé.e.s d'envergure, comme la *Croix-Rouge*. Et si un acteur comme la *PIT* est crédible et légitime, c'est parce que son diagnostic repose sur des constats de terrain relayés, via des méthodologies d'éducation permanente, par des citoyen.ne.s engagé.e.s auprès des sans-papier.ère.s. ■

Manon PETIT, Stéphane VANDEN EEDE et Laurence GUILLAUME (CIEP Brabant wallon),  
Claire FOCKEY (animatrice en atelier d'écriture) ◆

## S'aventurer dans les ateliers d'écriture en confinement

**S**e former en période de confinement ? Oui, c'est possible. Dès le début de la quarantaine, un processus de formation en atelier d'écriture a été mis en place avec l'équipe Animation du CIEP BW. Comment témoigner de notre vécu par rapport au confinement et la crise sanitaire ? Comment construire ensemble des savoirs ? Comment partager nos idées, nos questionnements et nos incertitudes ? Pourquoi, comment et quand proposer les différents outils de l'atelier d'écriture dans les animations d'éducation permanente, avec nos groupes locaux ? Quelles sont les étapes et les balises nécessaires aux ateliers d'écriture ?

Ce projet d'atelier d'écriture poursuivait différents objectifs : d'abord, partager un temps de formation en équipe d'animateur.rice.s et se construire un vécu et un référentiel communs. Ensuite, vivre une méthodologie particulière d'atelier d'écriture dans une pratique d'éducation permanente pour appréhender autrement cette crise. Enfin, pouvoir encourager le transfert de compétences et de savoirs-faire entre animateur.rice.s pour construire un projet avec les publics. Un processus pédagogique à moyen terme est donc envisagé en vidéoconférence, à raison d'une fois par semaine pendant quelques mois, le temps du confinement.

### Produire ensemble

Dès le mois d'avril 2020, l'équipe des animateur.rice.s s'engage dans un atelier d'écriture avec une perspective d'éducation permanente. Le groupe occupe une place centrale et, dans ces temps d'isolement confiné, l'acte et le travail collectifs sont mis à mal. Dans un atelier d'écriture en éducation permanente, les acteur.

rice.s engagé.e.s dans ce processus ne sont pas dans un rapport formateur.rice.s/formé.e.s. Le travail des professionnel.le.s ou des intervenant.e.s est donc de favoriser un rapprochement progressif des acteur.rice.s (avec qui ils et elles évoluent) vers un projet commun qui n'est pas nécessairement déterminé au départ.

Dans ce processus, une place toute particulière est accordée à la pratique des récits de vie qui, au départ des témoignages de chacun.e, favorise l'émergence d'une démarche de compréhension mutuelle en identifiant des espérances de changement communes<sup>1</sup>. De plus, dans les médias, nous entendons quotidiennement le récit des politiques, du monde médical et des dirigeant.e.s économiques, avec un art du récit qui fascine, rassure et reflète les intérêts exprimés. Nos yeux et nos oreilles sont habitués aux discours travaillés, formatés. L'importance du récit permet d'accompagner les transformations sociales et de leur donner sens. Le récit permet la germination de la culture. Des questions interpellantes se posent alors dans le groupe : se reconnaît-on dans le récit entendu, dans le langage utilisé ?

À l'époque des réseaux sociaux et de l'existence de différents collectifs, l'importance du groupe n'est pas remise en question : sociologiquement, le groupe apparaît, en effet, comme un des sous-systèmes (avec la famille et le couple) par l'intermédiaire desquels les êtres humains définissent leur appartenance à des systèmes sociaux plus vastes. Il s'impose dès lors comme un lieu incontournable d'apprentissage, de socialisation et d'expérimentation du changement. En effet, la question du retour et de l'intérêt en animation en éducation permanente est posée très rapidement par les animateur.rice.s : « Cette approche en atelier est inté-

ressante mais se posait la question de quand l'utiliser ? Les publics avec lesquels on travaille ne viennent pas à un atelier d'écriture. »  
 « Après quelques séances, le questionnement s'inverse et il a été proposé que dans des débuts de processus, dans des créations de groupes, un atelier d'écriture pourrait installer un cadre bienveillant et permettre à chacun de construire sa parole pour peut-être déboucher sur d'autres choses. »

## Un cadre structuré et bienveillant

Obligatoirement rassurant, le cadre de l'atelier d'écriture permet à chacun.e d'apprendre à se connaître, d'avoir une place sans qu'elle ne soit mobilisée par une personne. Il permet aussi de se sentir bien, d'être libéré.e d'avoir pu formuler une pensée, de la partager et la confronter aux pensées des autres, sans jugement. « L'atelier d'écriture dans un contexte de confinement permet aussi de réduire la distance sociale, de partager l'expérience des autres, de se sentir moins seul.e ».

Travailler en atelier d'écriture, c'est faire le choix de produire collectivement, de penser ensemble, de devenir sujet de sa parole pour se confronter à la parole des autres, d'analyser les liens entre difficultés de s'exprimer et les violences réelles vécues. Un atelier d'écriture, c'est d'abord un lieu dans lequel se tisse du lien social entre chacun.e, mais aussi avec le monde au travers de divers récits et des supports utilisés. Avec une dizaine d'autres groupes d'ateliers d'écriture, les animateur.rice.s du CIEP BW ont participé à la rédaction d'un dictionnaire du confinement. Dans un atelier, produire ensemble permet aussi la relation. Produire c'est penser, agir, échanger, évaluer à partir de la langue comme matériau.

## Dico-nfînement

Lors de notre première séance, les animateur.rice.s ont décidé de créer un vocabulaire commun et nouveau en lien avec le confinement vécu par chacun.e. C'était une manière de faire appel à la créativité pour développer un référent commun, qui fait sens par rapport au vécu des participant.e.s.

Voici quelques extraits de ce « dictionnaire » pour ce nouveau monde.

**Cauchemile (n.f.)** : violence d'Etat qui pousse au cauchemar et aggrave les inégalités sociales, soi-disant dans une logique sanitaire alors qu'il n'en est rien. Certaines personnes à risques doivent poursuivre leur travail comme les personnes ayant un surpoids, étant plus âgées ou avec des problèmes d'immunité.

**Commard (n.m.)** : moment commun qu'on pourrait qualifier de cauchemardesque. Exemple : « Noël chez belle-maman est communément ressenti comme étant un commard. »

**Confilité (adj.qualif.)** : se dit de quelqu'un qui est confiné alors qu'on le dit libre.

**Confiviol (n.m.)** : basculement rapide et imposé dans un confinement strict qui n'éveille que peu de remises en question. « Vous verriez un confiviol dans un film, personne n'y croirait ; on dirait que c'est un mauvais film, le peuple aurait dû réagir au minimum. »

**Déchronoler (verbe)** : se perdre temporellement dans le temps entre le fait d'avoir du temps mais de n'avoir aucune maîtrise sur celui-ci.

**Déchronomanché (adj.qualif.)** : perdre tout repère temporel et avoir l'impression de vivre un éternel dimanche. « À force de donner la messe tous les jours, l'Abbé se rendit compte qu'il était complètement déchronomanché. » (Emile ZOLA, La faute de l'Abbé Mouret)

S'inscrire dans un travail d'écriture ensemble doit reposer sur deux conditions extrêmement importantes : être « éthique » et « apprenant ». En effet, il est essentiel, dès la première rencontre, de clarifier le cadre et de se sentir en sécurité : il ne peut y avoir d'enrichissement professionnel si je ne peux m'y investir personnellement, sans jugement et en confiance. Pour me permettre de lever les barrières de rôles sociaux, différents éléments sont mis en place, notamment le respect de la parole de chacun.e et l'obligation de ne pas s'exprimer sur ce qui a été partagé par les autres. Les textes rédigés en atelier peuvent être gardés pour soi ou partagés avec le groupe. Tout ce qui pourrait sortir de ce cadre demande l'accord du groupe, à l'exception des productions personnelles.

L'animatrice a veillé à la dynamique entre les participant.e.s, à créer des démarches et bien sûr à faire participer. Dans ces temps de confinement, donner un cadre bienveillant et clair permet de pouvoir rentrer dans un processus de formation. Après trois séances, nous pouvons dire que le collectif est bienveillant, exigeant et fondé sur l'entraide. En plus, l'écriture joue pleinement son rôle. Le collectif devient apprenant avec un croisement de savoirs et de compétences. Le travail par vidéoconférence lié à la situation du confinement demande une vigilance importante puisque nous ne pouvons ressentir les situations vécues avec tous nos sens. Il est essentiel de demander régulièrement si tout est ok pour tout le monde. Les craintes semblent plus importantes ; faire collectif semble plus difficile lorsqu'on est confiné.e.s, puisque chacun.e est chez soi avec ses angoisses et ses incompréhensions, comme si le confinement amplifiait les craintes. Ce climat nécessite d'avancer lentement et en sécurité.

## Plusieurs étapes pour s'émanciper

Le travail mené en atelier par vidéoconférence est composé de plusieurs étapes. Souvent, chaque atelier est composé de quatre parties, avec des pistes pour ouvrir la réflexion. Par exemple, pour entrer en écriture, lors de la séance intitulée « Ici l'ombre », l'animatrice a proposé de travailler autour des notions d'absence / présence ; de l'ombre à la lumière ; l'outil n'est pas le noir, c'est la lumière. Ensuite, l'atelier démarre avec une première consigne qui nous donne une occasion de produire ensemble une matière première et personnelle à travailler, et de partager rapidement. Par exemple : « Ici l'ombre » a suscité chez les animateur.rice.s des résonnances inexplicables et diverses. Quelles sont les zones d'ombre que nous vivons ou que nous côtoyons ? Nous allons écrire en résonnance, en commençant chaque phrase ou chaque idée par « Ici ... ».

Il est important de se créer des outils, de pouvoir rebondir sur les idées des un.e.s et des autres. La production devient l'interlocuteur privilégié, la passerelle vers les autres, afin de prendre appui sur ce qui est partagé. Ensuite, une autre consigne d'écriture est proposée pour permettre à chacun.e un travail plus en profondeur. Par exemple : peut-on considérer qu'une chose existe si elle n'est pas nommée ? Ou si peu que le suc en est tout pauvre. Chacun.e va choisir une phrase et la développer afin de lui donner de la profondeur, pour sortir de l'ombre. Nommer, sentir, toucher, voir... Donner corps à ces ombres dans une réalité en trois dimensions. Et puis on tente avec d'autres phrases de raconter ce qu'il y a derrière, lui donner corps.

Chacun.e est invité.e à prendre des notes lors du partage des textes. Après avoir relu les pistes, la dernière partie se centre pour puiser dans ce qui a été partagé et échanger sur ce qu'on retire de l'atelier au niveau personnel et professionnel, les questions qu'il suscite. Il est important que les consignes soient claires et rassurantes. L'atelier doit représenter un temps pour vivre ce cadre, y être à l'aise, produire et se centrer sur sa pensée, sur son vécu. Au début du processus, le temps de l'écriture où chacun.e se retrouve avec soi-même a été coupé par des réflexions, des propositions et des rebonds de pensée. Petit à petit, la structure s'est construite, entre réflexions et partages dans le respect des temps où chacun.e a sa place. Ces ateliers s'inscrivent dans une individuation du collectif.

Concrètement, le timing utilisé est d'une bonne heure d'atelier suivi par un débriefing sur le vécu, le contenu et la méthodologie, sur les transférabilités possibles dans notre quotidien professionnel, avec les propositions de changements sur le processus et les points d'attention. En effet, il est important en tant qu'animateur.rice en éducation permanente, de réfléchir à l'intérêt mais aussi à tous les ingrédients nécessaires à la mise en place d'un atelier d'écriture dans un groupe de travail ou dans une formation. Voici les éléments retenus actuellement : « *Après quelques séances, je commence à pouvoir imaginer réutiliser le processus proposé dans d'autres circonstances, le cadre sécurisant, les consignes claires mais ouvertes, les étapes.* » ; « *Nos écrits : qu'est-ce qu'on en fait ? Pourquoi faire ça ? En fait je ne sais pas. C'est une trace, quelque chose que l'on peut retravailler, partager avec d'autres si on le désire* » ; « *La fin de l'atelier est un début sur d'autres choses. Le débriefing, les questions que nous nous posons, les rebonds nous donnent*

*des perspectives autres* » ; « *L'atelier permet de partager la parole, partager plus et autrement que si on s'exprime directement. C'est plus vivant et profond. C'est intime et donc délicat. Nous sommes mis en fragilité. On ne peut le faire que si le cadre est sécurisant* ». Dans cette période d'isolement social, l'atelier d'écriture représente aussi « *un soutien psychologique* ». *L'écriture permet d'une part, de se centrer sur soi et d'autre part, d'entendre la façon dont chacun.e vit ce confinement : « C'est aussi important que l'activité physique pour la santé, cette pratique pourrait être utilisée régulièrement ».* « *Les ateliers paraissent un peu flous au début, c'est un voyage guidé et il est difficile au début de se laisser porter* ».

Difficile de conclure sur un projet qui se construit. Le processus est en cours, il se poursuit comme un voyage collectif avec un horizon humain où chacun.e construit un espace de pensée à partager, à questionner et à agrémenter au cours du temps. ●

1. Pour en savoir plus sur le récit de vie en éducation permanente : Véronique HERMAN et Jeanine DEPASSE, *Pratiquer le récit de vie en Éducation permanente. Fiche pédagogique de L'Esperluette*, n° 99, Janvier-mars 2019 (en ligne) [www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.PedEsper99.pdf](http://www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.PedEsper99.pdf); Jean NIZET, *Les récits de vie. Fiche pédagogique de L'Esperluette*, n°54, Octobre-décembre 2007 (en ligne) [www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.Ped.Esper54.pdf](http://www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.Ped.Esper54.pdf)



#### POUR EN SAVOIR PLUS...

Odette et Michel NEUMAYER, *Animer un atelier d'écriture. Faire de l'écriture un bien partagé*, Nanterre, ESF, 2008.

Michel NEUMAYER, Marianne FONTAINE, Pascale LASSABLIÈRE et Nathalie RASSON, *Créer en éducation nouvelle*, Paris, Chronique sociale, 2018.

Mireille CIFALI et Alain ANDRÉ, *Écrire l'expérience. Vers la reconnaissance des pratiques professionnelles*, Paris, PUF, 2007.

Martin HEYDE et Camille HUBERT (CIEP Luxembourg), Jean-François RASSCHAERT (CIEP Namur) ◆

## « Partons en live » pour imaginer « l'après » confinement

**M**ars 2020, le Covid-19 frappe à son tour la Belgique et tous les secteurs d'activité. Une période d'incertitudes débute, où, dans un premier temps, nos activités d'Éducation permanente sont postposées avant de réaliser qu'aucun événement grand public ne verra le jour avant ... une date qui, à l'heure actuelle, demeure toujours inconnue. Le flou qui règne sur le secteur et ses acteur.rice.s nous pousse à envisager une nouvelle approche de notre travail, pour entretenir le lien avec notre public et poursuivre notre objectif d'émancipation culturelle, économique et sociale dans une société en crise.

Aussitôt confiné.e.s, des animateur.rices des Ciep Luxembourg et Namur échangent sur la possibilité de poursuivre leurs réflexions et de nourrir le débat malgré les mesures de distanciation sociale. Sans surprise, nous nous orientons vers une solution en ligne. Le caractère exceptionnel de la situation semble fertiliser le

terrain des revendications et nous avons la sensation d'être dans un contexte favorable à une meilleure pénétration des valeurs du MOC dans les débats de société. À maintes reprises, dans les médias et ailleurs, on qualifie métaphoriquement le système d'avant crise comme une machine dont il faut à tout prix empêcher la relance. Dès à présent, les esprits semblent disponibles et même enclins à considérer d'autres manières de fonctionner. Puisque dénoncer l'inconvenance du système « d'avant » est désormais devenu plus audible, nous avons pensé que proposer des pistes de solution et de réflexion le serait encore davantage. C'est avec ce postulat comme fondement que va éclore le cycle de conférences en ligne « *Partons en live* ».

### Des aspects techniques pour donner de la voix

De multiples échanges sur un chat, la contribution de chacun.e dans un document partagé en ligne ou encore plusieurs vi-

déo-conférences sont nécessaires pour converger vers une version virtuelle de faire de l'éducation permanente. Un espace de chat sur *Skype* s'est très vite imposé comme notre nouvelle salle de réunion virtuelle où nous allions échanger nos réflexions et points de vue sur les sujets à traiter, la manière de les aborder ou encore la personne à solliciter.

Ensuite, il nous a fallu explorer les solutions techniques. Les plateformes de vidéo-conférence ne manquant pas, laquelle nous permettrait d'organiser des rendez-vous en ligne qui ne laisseraient personne de côté ? Un *live Facebook* ? Tout le monde n'est pas sur Facebook. Un webinar à l'aide de *Zoom* ? N'est-ce pas le logiciel qui s'est montré défaillant à plusieurs reprises en matière de sécurité mais aussi de respect de la vie privée ? Nous étudions alors différentes plateformes et leurs fonctionnalités, multiplions les tests techniques. La solution retenue est *Open-source*, libre, gratuite et simple d'utilisation. Après plusieurs soirées consécutives, la plateforme de visioconférence *Jisti* ne nous a jamais fait défaut.

Avec des événements en ligne, un principe fondamental de l'Éducation permanente se voyait entravé. Comment allions nous désormais donner de la voix aux personnes qui participent à nos activités ? À quoi bon ouvrir des pistes de solution si il.elles n'ont pas la possibilité de prendre part au débat et de faire entendre leurs questionnements et préoccupations ? Le format a été pensé en gardant ce paramètre essentiel à l'esprit.

La formule finale comprend un rendez-vous d'une heure articulé en deux temps, autour d'une thématique. Une première partie donne la parole à un.e intervenant.e. expert.e qui répond à cinq questions préparées mutuellement à distance par les animateur.ice.s. L'objectif de cette interview est de donner une vision d'ensemble sur une solution concrète mais aussi de stimuler le débat. Lors de la seconde moitié, deux autres personnes se chargent de recueillir les témoignages et questions du public avant de les relayer à l'animateur.ice « online » qui, à son tour, sollicite le.la spécialiste. Soucieux de laisser à chacun.e la possibilité d'interagir, nous avons multiplié les canaux. Au-delà du chat sur *Youtube*, nous avons aussi mis à disposition une adresse mail

et un événement *Facebook* qui sont suivis attentivement pendant la rencontre virtuelle. Contrairement aux rencontres présentes pendant lesquelles le.la participant.e peut développer son point de vue de vive voix, les outils virtuels ne permettent pas ou n'encouragent pas l'exhaustivité dans les réactions, comme le nombre limité de caractères. Il revient alors à l'animateur.ice « offline » de clarifier les questions venant du public, tout en veillant à ne pas biaiser la pensée initiale.

En amont des activités, nous proposons aux participant.e.s de s'outiller à travers le visionnage de court-métrages ou la lecture d'articles. Cela leur permet d'aborder l'échange virtuel avec un certain bagage et de s'approprier les concepts mobilisés au cours de l'échange pour stimuler le débat *in fine*.

Si, dans des circonstances ordinaires, nous prenons soin de partir de la parole et du vécu du.de la citoyen.ne pour ensuite faire murir collectivement les idées, la situation actuelle vient perturber ce processus ! Capter les ressentis du groupe, s'imprégner des émotions diffuses lors d'une activité en présentiel ne sont désormais plus possibles. Nous sommes contraint.e.s de nous pencher sur une autre source pour puiser nos réflexions et construire le débat : par exemple, l'activité sur les réseaux sociaux, peut être considérée comme un reflet des positions des citoyens.nes, des coups de gueule récurrents sur le modèle économique ou des propositions de réformes politiques. Nous prenons ainsi la température sur la toile et échangeons entre animateur.ice.s sur des thématiques qui pourraient faire l'objet d'une future rencontre « *en live* ».

## De l'économie à la démocratie, en lien avec le confinement

Directement inspiré par ce qui semble animer les débats d'une société confinée, nous proposons dans un premier temps trois rencontres virtuelles en direct. Pour insuffler cette idée de changement, nous optons pour une trame progressive dans le choix des sujets. Le cycle s'entame par une réflexion sur le plan individuel autour de la simplicité volontaire. Ce mode de vie que choisissent d'adopter de plus en plus d'individus, privilégie l'être à l'avoir en se désencombrant de choses jugées superflues. Cette première soirée en compagnie d'Émeline De Bouver de l'Institut d'Éco-pédagogie a intéressé jusqu'à 75 personnes et provoqué bien des débats. En effet, nombreux.se.s se posent la question de l'accessibilité à la simplicité volontaire pour les personnes fragilisées ou celles qui subissent cette simplicité involontaire.

La soirée suivante a traité d'un changement au service de la collectivité. Vincent Liegey, un des auteurs du *Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*, nous a expliqué sa vision du revenu universel. Ce revenu de base doit être démonétarisé et associé à l'accès gratuit de toute une série de besoins fondamentaux (transports, énergie, nourriture, ...). Pour notre invité, le revenu de base ne se suffit pas à lui-même et doit être compris comme un outil d'accompagnement d'un projet de société plus ambitieux. Par exemple, puisque « *la première décroissance doit être celle des inégalités* », la dotation inconditionnelle doit être couplée par l'instauration d'un revenu maximum acceptable. Pour des raisons éthiques, on s'interdirait de gagner au-delà d'une



Virginie Delattre



certaine limite. Environ 60 personnes ont suivi ce deuxième rendez-vous, qui a duré plus d'une heure. De nombreuses questions ont été soulevées, notamment celle de Guillaume, qui s'interroge sur la capacité de la Banque centrale européenne (BCE) à venir en aide aux citoyen.ne.s et aux entreprises, ou encore celle de Virginie qui a proposé le crédit-temps pour engager des bénévoles dans des structures collectives.

La troisième soirée a porté sur un modèle économique alternatif qui s'oppose à la théorie néoclassique dominante, jugée obsolète et souvent responsables des maux de notre société. Olivier Derruine, économiste, écologiste et assistant au Parlement européen, a mis en lumière la *théorie du Donut*. Proposée par Kate Raworth<sup>1</sup>, cette nouvelle vision promeut une économie au service de la vie, qui ne demanderait pas à croître éternellement et dont la croissance du PIB ne serait plus la mesure de référence. Le *donut* permet d'échapper à ce modèle monolithique en multipliant les indicateurs du plancher social, comme le logement, l'éducation et l'égalité des sexes. L'anneau du *donut* représente l'espace juste et sûr où chacun.e subviendrait à ses besoins dans les limites des ressources naturelles. Suivi par près de 40 personnes, ce rendez-vous, au sujet davantage technique et en dehors de l'économie néoclassique, a suscité des interrogations chez les participant.e.s, comme Simon qui était intéressé par la manière dont Raworth évoque le changement systémique pour obtenir un modèle économique basé sur le *donut*.

L'aventure virtuelle continue avec la programmation de trois nouveaux rendez-vous. Le 28 mai avec Nicolas Franka du Réseau *Financité*, qui a interrogé le potentiel transformateur des monnaies locales. Aujourd'hui, de plus en plus de citoyen.ne.s sont séduits par ces monnaies, qui sont perçues comme un levier pour relocaliser l'économie et la rendre plus écologique et sociale.

Les deux rencontres suivantes se sont penchées sur le lien entre participation citoyenne et démocratie. Dans un premier temps, l'expérience de Loos-en-Gohelle est présentée par Antoine Raynaud, Directeur de *Cabinet et cheville ouvrière du Référentiel loossois de l'Implication Habitante*. Après la fermeture des charbonnages, cette petite commune du Nord/Pas-de-Calais s'est

retrouvée dans une situation difficile aux niveaux écologique et économique. Depuis 30 ans, sous l'impulsion de son maire, elle s'est lancée dans la transition écologique, économique et sociale, en se basant sur la participation citoyenne comme véritable socle pour piloter les décisions politiques. Les élu.e.s locaux.ales et habitant.e.s travaillent ensemble pour développer des projets innovants, comme la reconversion de l'ancien site minier en pôle de développement durable et culturel, la mise à disposition des terres communales pour des agriculteur.rice.s bio, le développement de projets énergétiques et d'éco rénovation<sup>2</sup>.

Enfin, la soirée du 11 juin s'est attachée au tirage au sort et a analysé l'efficacité de cette option pour nourrir la démocratie. Entre « *fil* et *filles de* » qui arrivent au pouvoir, les candidat.e.s aux élections préalablement filtré.e.s par les partis, la vision court-termiste liée aux échéances électorales, notre démocratie représentative semble de plus en plus défaillante à penser la société de demain et adopter des mesures radicales pour une société plus durable. Même quand une partie de l'opinion publique et des expert.e.s incitent les décideur.euses.s à changer de cap, les partis politiques semblent incapables de proposer des alternatives. Un panel de citoyen.ne.s tiré.e.s au sort pourrait être une piste pour donner un nouveau souffle à la démocratie.

## Un premier temps d'évaluation

Dès la première soirée, plusieurs participant.e.s ont témoigné du format « *agréable* », « *accessible* » de cette conférence ainsi que de l'importance de la faire « *perdurer même lorsque nous profiterons à nouveau de promiscuité sociale* ». La flexibilité du format a très vite conquis. D'abord du côté des participant.e.s, pour lesquels il n'est plus nécessaire de se déplacer. À la manière d'un podcast, on peut désormais mettre la conférence en fond et ranger la vaisselle, comme en témoigne une participante. Pour les animateur.rices, la sollicitation des intervenant.e.s a été grandement facilitée, car il est plus aisé d'accepter une invitation pour un rendez-vous d'une heure en ligne plutôt qu'une conférence de deux heures sur place, à laquelle s'ajoute des déplacements. Enfin, la formule choisie semble plaire de par son équilibre entre l'apport de contenu et l'espace d'échanges avec le public.

Cependant, il faut reconnaître que la migration de nos activités présentiennes vers une formule en ligne n'est pas une démarche dont nous avons l'exclusivité. Les rendez-vous en ligne proposant de « *repenser le monde* » se sont en effet multipliés pendant cette période de confinement. ■



Pour visionner les conférences-débat du jeudi (20h) passées et futures de « *Partons en live* » : rendez-vous sur [www.youtube.com/channel/UCR1ONbloMiOKfTXw9ctT4bQ](https://www.youtube.com/channel/UCR1ONbloMiOKfTXw9ctT4bQ)

1. Kate RAWORTH, *La Théorie du Donut. L'économie de demain en 7 principes*, Paris, Plon, 2018.
2. Jean-François RASSCHAERT, « *Là où le changement a lieu* », *L'Esperluette*, n°97, juillet-septembre 2018, pp. 17-19 (en ligne) [www.ciep.be/images/publications/esperluette/2018/Eesper97.pdf](http://www.ciep.be/images/publications/esperluette/2018/Eesper97.pdf)

Sarah MELSENS (PASS et Réseau européen), Patrick FELTESSE (MOC), Marie-Agnès GILOT (CNE) et Yves HELLENDORF (CNE) ◆

# Opération « draps blancs » contre la commercialisation de la santé et de la *protection sociale*

Si vous avez vu des draps et des affiches en soutien au personnel de santé apparaître aux fenêtres et balcons aux environs du 7 avril, Journée mondiale de la santé, une partie trouve son origine dans l'appel d'un réseau européen affirmant le droit à la santé pour tou.te.s, son refus de la marchandisation de la santé et de la privatisation de la protection sociale. L'occasion pour de nombreux.ses acteur.rice.s de la santé de sensibiliser le grand public, en dépit du report d'autres actions prévues et malgré le confinement.

## Historique du Réseau européen et de la plateforme Santé et Solidarité

En mai 2011, une première conférence européenne en défense du service public de la santé a eu lieu à Amsterdam, en présence de militant.e.s venant de plusieurs pays européens. Son objectif : échanger les expériences des luttes et collectiviser les informations sur les attaques contre les services publics de santé et les rapports de force dans les différents pays. En effet, de nombreux pays du Sud de l'Europe, subissant davantage l'impact de la crise financière de 2008 sur leur endettement public, ont vu leur système de santé affecté par les programmes d'économies drastiques, la libéralisation de leur gestion et la privatisation, avec de graves conséquences sur l'accès aux soins et sur l'état de santé de leur population. Les mois suivants, le mouvement s'est élargi et plusieurs conférences européennes se sont tenues dans d'autres pays, appelant notamment à des semaines d'action et de sensibilisation « pour le droit à la santé des peuples et contre le démantèlement des services publics de santé et leur marchandisation ». En octobre 2012, le Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale a adopté la Déclaration de Varsovie, véritable charte avec un contenu politique et une assise méthodologique.

Au niveau belge, la Plateforme d'action santé et solidarité (PASS) réunit, depuis 2007, une grande variété d'acteur.rice.s de la santé venant tant du nord que du sud du pays, dont la CNE

et la Mutualité chrétienne, avec le soutien d'autres mouvements, comme le MOC. Elle cherche à échanger les analyses, à sensibiliser le grand public et à influencer les décideurs politiques pour promouvoir une politique de santé progressiste et solidaire en Belgique surtout, mais aussi en Europe et dans le Monde<sup>1</sup>.

## Revendications politiques en lien avec la crise sanitaire

Le Réseau européen défend un égal accès pour tou.te.s à la santé comme droit universel, un financement public ou basé sur les cotisations et un système de santé basé sur des opérateurs publics ou réellement sans but lucratif et protégé des logiques marchandes et en particulier de profit. Il prône également une démocratie sanitaire permettant à la population et aux acteur.rice.s sociaux.ales de participer à la gestion des soins de santé et à la détermination des besoins et des politiques de santé. Ainsi qu'à celle des politiques influençant les déterminants de la santé (le revenu, l'emploi, les conditions de travail, le logement ou l'environnement), marqués par les inégalités socio-économiques et de genre.

La crise sanitaire liée au coronavirus a mis en lumière les problèmes structurels vécus par les professionnel.le.s de la santé et les patient.e.s ; en particulier l'insuffisance des budgets et des moyens humains par rapport aux besoins. En cause, une gestion focalisée à l'excès sur des objectifs budgétaires et la commercialisation du secteur. En effet, tous les pays d'Europe sont soumis à cette même influence de la doctrine néo-libérale, à la primauté des objectifs économiques et à l'austérité budgétaire alors que l'évasion fiscale et la concurrence fiscale entre États membres font perdre des ressources publiques ; ce qui permet aux opérateurs commerciaux de pénétrer le « marché » de la santé.

Le coronavirus contribuera-t-il à éveiller l'opinion publique et à forcer un changement profond de nos priorités politiques ? Pour le Réseau européen, il faut une rupture claire avec l'austérité et la commercialisation de la santé. C'est pourquoi il réclame une vraie politique de santé publique avec une vision à long terme.



© Esperluette

L'UE devrait être chargée d'organiser davantage la solidarité et la coopération entre les États membres, notamment face aux crises sanitaires. En particulier, les États européens avec l'Union européenne devraient adopter une stratégie plus résolue pour réguler et négocier les prix des nouveaux médicaments et équipements médicaux. La recherche doit également être davantage coordonnée et financée par le secteur public pour réduire le prix des spécialités pharmaceutiques et des vaccins.

## Stratégie et actions pour la Journée mondiale de la santé

Le Réseau européen travaille d'une part avec des « coordinations nationales » de divers pays et d'autre part, avec d'autres réseaux européens, comme *Alter Summit*<sup>2</sup>, *PHM*<sup>3</sup>, la *Fédération européenne des syndicats du secteur public*. Il vise à développer et coordonner des initiatives de résistance à cette dérive.

Ensemble, ONG, syndicats, politiques, académiques, ... peuvent faire valoir un autre modèle de protection sociale basé sur un financement solidaire et sur des opérateurs publics ou non marchands, qui est à la fois plus performant et moins onéreux. Il contribue aussi à une société de l'inclusion qui permet de participer à la création de biens communs en fonction de ses capacités et d'en bénéficier selon ses besoins. Depuis 2016, le Réseau organise autour du 7 avril, consacrée Journée mondiale de la santé, **une semaine anti-commercialisation** basée notamment sur :

- la mise à disposition d'outils d'analyse et de conscientisation ;
- la promotion de la coordination des initiatives locales ou nationales ;
- l'intégration des actions dans un programme européen, reprenant des actions décentralisées, et une action européenne ;
- des interpellations des responsables nationaux, des députés européens et de la Commission européenne.

Une campagne d'interpellation des représentant.e.s européen.ne.s et de sensibilisation de la population a été initiée en vue des élections de mai 2019 pour exiger le réinvestissement dans des soins de santé de qualité, accessibles à tou.te.s et, le plus possible, libres des opérateurs commerciaux. Le 2 avril 2019, après une série de prises de parole place du Luxembourg et la signature par plusieurs parlementaires européen.ne.s d'une déclaration de principe par laquelle il.elle.s s'engagent à défendre des axes en faveur d'une santé accessible pour tou.te.s, une conférence s'est tenue au sein du parlement avec retransmission sur grand écran, durant laquelle les élu.e.s ont expliqué leur engagement. Des prises de parole (universitaires, associatifs, syndicalistes, député.e.s européen.ne.s et membres du Réseau) ont aussi dressé un tableau très négatif de la commercialisation de la santé et de la protection sociale en Europe et défendu une Europe sociale au sein de laquelle l'économie devrait être au service du bien-être des populations.

En 2020, une grande mobilisation dans pas moins de 12 pays européens était en train de se préparer autour de l'accessibilité à la santé et la protection sociale. En même temps, les actions étaient prévues pour soutenir les travailleur.euse.s des établissements de soins et de l'action sociale qui se mobilisent depuis

plus d'un an dans différentes régions d'Europe. Une conférence au Parlement européen avec les député.e.s signataires de la déclaration de principe était planifiée en avril.

C'était sans compter la pandémie du Covid-19 et ses répercussions sur le système de santé européen et mondial. Fin février, un cri d'alarme nous est parvenu des collègues italiens avec des témoignages terribles : l'état des hôpitaux de proximité dans le Nord de l'Italie (comme dans tout le pays), ainsi que la régionalisation du système de soins de santé, n'ont pas pu faire face à la pandémie et ont rendu impossible la mise en place d'un plan national de prévention et de gestion, et une distribution de matériel médical et de protections. Rapidement, le Réseau européen et le *People's Health Movement* ont réorienté leurs projets d'action, car l'annulation de ces dernières n'avait pas de sens et les problèmes structurels dénoncés par cette crise révélaient les conséquences des politiques combattues. Plus que jamais, il était urgent de créer une Europe de la santé avec des systèmes de « santé publique » solides grâce à un financement adéquat, de qualité et accessible à tou.te.s.

Organisée le 7 avril dernier à l'échelle européenne, l'action « draps blancs » appelait à « **propager la solidarité, pas le virus** » en accrochant à sa fenêtre un message en faveur d'une santé pour tou.te.s. Plus de 500 localisations ont été marquées sur la carte interactive ; d'autres expressions individuelles et collectives ont été partagées sur les réseaux sociaux à travers l'Europe. Malgré le confinement, nombreux.ses sont ceux et celles qui ont manifesté leur attachement à un système de santé public ou non lucratif au service des populations. L'appel du Réseau a été soutenu par 160 organisations européennes et a dépassé largement le cercle habituel des manifestations et actions syndicales et militantes. Les citoyen.ne.s, sans être attaché.e.s à une organisation, ont massivement exprimé leur soutien au personnel soignant. Par ailleurs, plus que les années précédentes, les médias ont relayé les recommandations du Réseau. Le 10 mai, un communiqué « **Confinons la finance et l'austérité** » cosigné par une centaine d'organisations souhaitant prolonger la campagne a été diffusé, tout en défendant, une transition vers un monde socialement juste et écologiquement responsable.

Les modes d'action du Réseau sont davantage dans la mobilisation que dans le travail de lobbying auprès des institutions européennes car, pour celui-ci, ce modèle ne sera pas changé uniquement par un travail de plaidoyer, mais aussi par un rapport de force des professionnel.le.s de la santé et de l'action sociale, soutenus par la population, pouvant réellement peser sur les politiques. D'autant que les impacts de la commercialisation de la santé et du sous-financement sont aussi vécus par les bénéficiaires.

La crise sanitaire, ainsi que la crise sociale, économique et politique actuelle doivent devenir un levier pour peser sur les agendas politiques à tous les niveaux. Par ailleurs, la mobilisation de la population et la convergence des mouvements sont nécessaires pour construire, ensemble, un monde fondé sur la coopération et la cohésion sociale, l'équité et la solidarité. ■

1. [www.sante-solidarite.be](http://www.sante-solidarite.be)
2. [www.altersummit.eu/?lang=fr](http://www.altersummit.eu/?lang=fr)
3. *People's Health Movement* réunit des acteur.rice.s et réseaux du monde en faveur du droit à la santé pour tous et toutes, inscrit dans la *Déclaration d'Alma Ata* (<https://phmovement.org/>).

Céline CAUDRON (Coordinatrice nationale de Vie Féminine) ◆

# Violences et confinement

**D**ès le début du confinement, il était clair qu'une période particulièrement difficile s'annonçait pour les femmes victimes de violences conjugales.

Au moins trois caractéristiques de ce contexte venaient en effet renforcer trois des principaux éléments stratégiques des auteurs de violences conjugales : l'isolement, le contrôle et la peur. Beaucoup de femmes n'ont pas attendu le confinement pour connaître ça. Désormais, les violences risquaient de s'intensifier, avec un

passage plus rapide aux violences physiques et sexuelles graves et un risque accru de féminicides. Rapidement, ces craintes ont été exprimées de la part d'organisations féministes à travers tous les pays du monde touchés par la pandémie. Des instances internationales ont pris position pour inciter les gouvernements à y être particulièrement attentifs.

En Belgique comme ailleurs, face à l'urgence, face à l'incapacité des gouvernements à gérer la crise non anticipée, face aux priorités posées dès le départ par ces mêmes gouvernements et au déni général de l'ampleur des violences faites aux femmes malgré les revendications portées de longue date en faveur d'une politique coordonnée et efficace à ce sujet, les associations se sont organisées en première ligne pour répondre du mieux possible aux urgences et rappeler les pouvoirs publics à leurs responsabilités en visant des changements pérennes, au-delà du confinement.

Vie Féminine n'est pas un service spécialisé sur les violences conjugales qui se consacre à l'accompagnement individuel des victimes. Néanmoins, en rassemblant des femmes de tous âges et de tous horizons et en mettant à jour les réalités vécues par chacune, l'oppression commune des femmes apparaît rapidement, avec les violences machistes comme point commun. Ces violences sont vécues et ressenties différemment, sous des formes, dans des lieux et des intensités variables, elles se croisent aussi avec d'autres formes d'oppression et d'exploitation, racistes et capitalistes entre autres. Mais nous les connaissons toutes. À travers son travail d'éducation permanente féministe, Vie Féminine affronte ces violences systémiques, essentiellement à travers une mise en réseau et un renforcement individuel et collectif des femmes mais aussi à travers la sensibilisation de l'ensemble de la population et la contribution à la construction d'un rapport de forces pour influencer les politiques.

## Intervenir dans l'urgence et multiplier les moyens

Dès le départ de la crise, Vie Féminine a pris en compte trois types de difficultés pour orienter une intervention dans l'urgence. Tout

*Être confinée chez soi  
avec un homme violent  
est dangereux.*



*Il est déconseillé de sortir  
mais il n'est pas interdit  
de fuir!*



*Soignons solidaires avec  
nos proches et nos voisines! <sup>1</sup>*

d'abord, le confinement augmentant le risque de tensions au sein des foyers, il est essentiel d'appuyer les femmes dans leurs stratégies de désescalade du danger, pour éviter autant que possible l'explosion de violences graves. Ensuite, sous contrôle permanent de leur agresseur, les femmes victimes ont évidemment moins de possibilités d'appeler à l'aide. Il faut donc trouver des moyens de communication discrets pour qu'elles puissent rester ou entrer en contact avec l'extérieur. Enfin, toutes les maisons d'accueil fonctionnant

en circuit fermé à cause du virus, il faut aussi trouver d'autres moyens pour que les femmes puissent se mettre en sécurité, avec leurs enfants le cas échéant. Très rapidement, des initiatives sont prises pour permettre aux femmes de garder le lien entre elles et briser l'isolement. Sans se limiter aux violences conjugales, ces mises en réseau ont permis d'ouvrir des vannes de communication pour se renforcer, se soutenir et s'entraider. C'était aussi l'occasion de prendre des nouvelles, d'essayer de se rassurer, mais aussi de déposer ce qui est difficile dans cette période étrange. Beaucoup de choses ne peuvent pas se communiquer autrement que par un contact direct. Par exemple, on ne peut pas donner publiquement des conseils trop précis sur les stratégies de désescalade, sinon les agresseurs pourraient adapter leurs modes d'agressions de façon à rendre ces stratégies impossibles. Les animatrices ont donc contacté régulièrement par téléphone les femmes du réseau, des rendez-vous par vidéoconférence se sont parfois organisés. Avec le même objectif, certains groupes *Messenger* ou *Whatsapp* ont été ouverts, pour permettre une communication par écrit, comme il est parfois difficile de parler de tout ce qu'on veut sachant que son agresseur est juste à côté.

Pour toucher aussi les femmes qui ne font pas partie du réseau de Vie Féminine, des permanences téléphoniques ont été installées progressivement dans toutes les régions, notamment pour offrir des conseils juridiques mais aussi une écoute active et soutenable, en appuyant autant que possible les femmes dans les stratégies de résistance qu'elles développent déjà. Des initiatives ont été prises pour diffuser un peu partout, sur les pages *Facebook*, dans les commerces et administrations restés accessibles ou dans les boîtes aux lettres du quartier, des affichettes avec des coordonnées de contact, de Vie Féminine mais aussi du numéro de **la ligne d'écoute violences conjugales (0800/30.030)**.

Ces moyens de communication ne sont pas idéaux, évidemment : beaucoup de femmes n'ont pas internet, d'autres n'ont pas non plus de téléphone ou ont des difficultés avec le français. Certaines se sont alors organisées dans leur quartier pour aller sonner chez d'autres femmes qu'elles savaient particulièrement

isolées. Rapidement, les affichettes ont été traduites en plusieurs langues pour orienter aussi vers des services d'écoute et de conseils multilingues, comme [www.we-access.eu/fr](http://www.we-access.eu/fr).

### Interpeller la population et le politique

À travers les réseaux sociaux et des interventions médiatiques, Vie Féminine comme d'autres associations et services ont aussi tenté d'interpeller l'ensemble de la population pour développer une solidarité de proximité. Il s'agissait d'attirer l'attention sur cet aspect de la crise souvent noyé parmi tant d'autres, en appelant à une vigilance collective et à des gestes de solidarité : prendre régulièrement des nouvelles de ses proches et de ses voisines ; intervenir si on entend des cris chez les voisins, simplement en sonnant à la porte ou en frappant sur le mur pour essayer de casser la dynamique de l'agresseur et de stopper l'explosion de violences ; ou encore proposer un hébergement, autant que possible dans le respect des mesures sanitaires, pour que les victimes puissent se mettre temporairement à l'abri.

Parce que les violences machistes nous concernent tous et toutes, qu'il s'agit d'une responsabilité collective, cette solidarité de proximité est essentielle. Mais, si cette solidarité est tellement indispensable, c'est aussi faute d'une intervention efficace des pouvoirs publics, tant dans le soutien des services spécialisés de première ligne qu'à travers l'action de la police et de la justice. Au-delà de la mise en réseau des femmes, de l'écoute soutenante et de la sensibilisation large à une solidarité de proximité, Vie féminine a donc aussi très rapidement renforcé ses interpellations auprès des pouvoirs publics, souvent en partenariat avec d'autres associations féministes et services spécialisés.

Des motions ont parfois été votées dans des conseils communaux pour une meilleure prise en compte des violences faites aux femmes. Des places d'hébergement d'urgence supplémentaires ont été mises à disposition des femmes victimes et de leurs enfants dans des logements sociaux ou des hôtels de certaines com-

munes. Au niveau francophone, une « task force » des Ministres des droits des femmes a rapidement été mise en place et a dégagé des fonds pour ouvrir des places d'accueil supplémentaires gérées par des refuges spécialisés à La Louvière, Liège et Bruxelles, pour renforcer la ligne d'écoute 0800/30.030 et diffuser des spots radio et télé pour faire connaître les numéros d'écoute et d'urgence.

Si ces mesures sont essentielles, elles sont aussi largement insuffisantes. Vie Féminine a alors pris l'initiative de fédérer une quarantaine d'organisations pour envoyer deux lettres ouvertes aux douze Ministres de la Conférence InterMinistérielle (CIM) Droits des femmes. À nouveau, les signataires rappelaient aux autorités les graves manquements déjà soulignés à travers le rapport alternatif sur la mise en œuvre de la *Convention d'Istanbul* en Belgique, déposé l'an dernier<sup>2</sup> sans que les pouvoirs publics n'aient depuis fondamentalement remédié à la situation.

Soutenus de manière spontanée par la chanteuse Khadja Nin et le dessinateur Philippe Geluck<sup>3</sup>, ces courriers<sup>4</sup> mettaient en évidence **cinq axes prioritaires** :

- 1° la coordination des politiques avec un budget adapté ;
- 2° le développement de la prévention primaire, notamment en renforçant les femmes et en s'adressant aux (potentiels) auteurs de violences ;
- 3° la protection effective des femmes et enfants victimes avec une intervention rapide de la police et de la justice dans ce sens ;
- 4° un renforcement structurel des services d'accompagnement des victimes et de responsabilisation des auteurs ;
- 5° une attention particulière aux femmes les plus vulnérables (précarisées, porteuses de handicap, racisées,...) ce qui passe, notamment, par la nécessaire régularisation des personnes sans-papiers pour que toutes les femmes aient accès à leurs droits.

Les réponses de la CIM ont été, sans grande surprise à vrai dire, fort décevantes, puisqu'aucune avancée n'a été décidée ; ces réunions se limitant à lister les initiatives prises aux différents niveaux de pouvoir sans même tâcher de les coordonner et de les pousser plus loin.

### Pour des mesures urgentes et permanentes

En s'appuyant sur la dynamique féministe internationale qui continue à prendre de l'ampleur, le renforcement et la mise en réseau des femmes, la construction de solidarités de proximité et la convergence des forces, nous espérons parvenir à imposer la mise en œuvre de mesures immédiates et urgentes. Mais nous envisageons aussi cette démarche sur le long terme, pour que cette crise dramatique pour beaucoup soit au moins l'occasion d'améliorer en profondeur la lutte contre les violences en Belgique. ■

1. Slogans de couverture de la page Facebook StopFemicideBelgium
2. <http://stopfemicide.blogspot.com/2019/05/rapport-alternatif-sur-la-mise-en.html>
3. <http://stopfemicide.blogspot.com/2020/04/khadja-nin-et-philippe-geluck.html>
4. <http://stopfemicide.blogspot.com/2020/04/confinement-et-violences-lurgence-de.html>



Virginie Delattre

Charlotte RENOUPREZ (Équipes Populaires de Bruxelles) ◆

# Logement en temps de confinement

La crise sanitaire que nous traversons actuellement ne fait qu'aggraver des inégalités déjà présentes dans notre société. En effet, nous ne sommes pas toutes et tous égaux. Les face au virus, ni face à la quarantaine. Ce constat a été durement éprouvé tout au long du confinement avec nos militant.e.s et les personnes avec qui nous déployons notre travail d'éducation permanente sur Bruxelles.

## Une quarantaine à deux vitesses

L'accès à un logement décent, abordable et adapté aux besoins de la famille est de plus en plus difficile, voire impossible, pour nombre de Bruxellois.e.s. Et cette situation s'aggrave d'année en année. Rappelons en effet qu'à Bruxelles, plus d'un tiers des ménages (plus de 400.000 personnes) vit sous le seuil de pauvreté. Étant donné que plus de 60 % des Bruxellois.e.s sont des locataires et qu'il.elle.s consacrent en moyenne entre 40 % et 60 % de leurs revenus au loyer<sup>1</sup>, on peut s'imaginer à quel point c'est compliqué, pour une grande partie d'entre eux, de joindre les deux bouts. À ceci s'ajoute un nombre extrêmement bas de logements sociaux : seulement 8 % ! Plus de 44.000 familles sont sur liste d'attente : elles sont donc obligées de chercher du côté du privé, où les loyers ont augmenté de près de 20 % en plus de l'indexation fixée par la législation depuis 2004<sup>2</sup>. Outre le prix du bien, la qualité laisse souvent à désirer. La réalité du mal-logement à Bruxelles peut se résumer ainsi : des logements surpeuplés, insalubres, trop chers, trop petits et peu confortables. Et cette réalité, c'est pour celles et ceux qui ont « la chance » d'avoir un logement : le dernier dénombrement de *La Strada* (Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri, aujourd'hui *Bruss'help*) effectué le 5 novembre 2018, a fait état de 4187 personnes sans-abri ou mal logées dans la capitale<sup>3</sup>. Dans ces conditions, c'est peu dire que nous ne vivons pas toutes et tous la quarantaine de la même manière. Quand pour certaines personnes, le confinement est synonyme de prendre du temps pour soi, jardiner et bricoler dans sa maison ; pour d'autres, c'est rester cloîtré.e entre quatre murs in-

festés de champignons. Pour ces personnes, sortir de son logement relève presque de la survie. Et pour toutes celles et ceux qui n'ont pas de « chez-soi », l'obligation de se confiner tient de l'absurdité.

C'est dans ce contexte que nous déployons traditionnellement nos actions d'éducation permanente. La défense du droit des locataires et, d'une manière plus générale, de l'accès à un logement décent et abordable pour toutes et tous est devenu par la force des choses un de nos chevaux de bataille. En effet, plusieurs de nos groupes sont composés de personnes mal ou non logées. C'est pourquoi nous avons répondu présent à l'appel de la *Coalition Européenne pour le droit au logement* de participer à l'organisation d'une mobilisation le 28 mars dernier.

## Housing Action day : « Le logement pour les gens, pas pour le profit ! »

Depuis début 2020, un collectif d'associations et de militant.e.s s'est réuni sous le nom *Belgian Housing Action Day*<sup>4</sup>, avec comme objectif de mobiliser massivement pour la manifestation prévue le 28 mars et d'en faire un mouvement fort pour la défense du droit au logement. Le mot d'ordre : « **Le logement pour les gens, pas pour le profit !** ».

Aux Équipes Populaires de Bruxelles, nos groupes ont été impliqués dès le début de la mobilisation en diffusant nos revendications, en appelant à nous rejoindre dans l'espace public et au sein des logements sociaux où nous sommes présent.e.s, en préparant des calicots et des affiches et en imaginant des actions possibles le long du parcours... Vu le confinement, nous avons forcément dû nous adapter. La manifestation dans les rues étant postposée pour cause de Covid-19, le collectif *Belgian Housing Action Day* a décidé d'envahir massivement les seuls espaces publics encore « envahissables » : les réseaux sociaux et les médias. Le confinement a eu l'avantage de mettre en lumière ce que nous savions déjà : le logement, pourtant considéré comme droit fondamental, est source de problèmes pour nombre de Bruxellois et Bruxelloises (répercussions sur la santé physique et mentale, le

## Revendications du *Belgian Housing Action Day*

Nous, une alliance nationale d'associations et de collectifs actifs dans la santé, la lutte contre la pauvreté, le droit à la ville et le droit au logement, exigeons :

1. Une baisse immédiate et un encadrement des loyers. Le logement n'est pas une marchandise.
2. La fin des expulsions et un logement pour toutes les personnes sans-abri. Des logements dignes, salubres, abordables et adaptés aux besoins des familles et des individus.
3. La fin des logements vides ! Nous voulons que les sanctions contre les propriétaires qui laissent leurs logements vides en attendant que la valeur de leur bien augmente soient réellement appliquées. La fin de la criminalisation des occupations et du squat ! Nous demandons l'abrogation de la loi anti-squat tout en réfutant l'idée que squatter constitue une solution structurelle. L'immobilisme politique doit cesser.
4. Une véritable gestion collective de nos logements et de nos lieux de vie, la reconnaissance de droits collectifs pour les locataires. Nous refusons que nos lieux de vie ne soient que le produit d'intérêts privés et de grands investisseurs.
5. La construction massive de logements sociaux et la rénovation du parc social vétuste. Nous voulons plus de terrains et de bâtiments publics. Nous appelons au développement de coopératives de locataires, et à la gestion collective de nos immeubles. Le logement est trop important pour être laissé aux mains du marché.
6. Un développement urbain et rural solidaire et écologique ! Un environnement de qualité, une isolation des bâtiments, une garantie d'accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous.

Le logement est un droit fondamental, nous exigeons qu'il soit reconnu comme tel. Il devrait être considéré comme un des piliers de la Sécurité sociale au même titre que la santé et l'éducation. La marchandisation de nos lieux de vie nous prive de ce droit et nous sommes là pour le défendre.

suivi scolaire, l'argent disponible pour s'alimenter correctement, etc...). *Le Collectif* a suivi le mode d'action proposé par la coalition européenne, à savoir l'affichage de banderoles aux balcons et le collage d'affiches dans l'espace public. Les contributions ont été étonnamment nombreuses et variées, et nous ont donné de l'espoir pour les futures mobilisations post-confinement<sup>5</sup>. Par ailleurs, ce mode d'action alliant espace public numérique et espace public tout court a remis du réel, du tangible dans la mobilisation virtuelle, nécessaire pour maintenir la motivation des militant.e.s et donner l'impression d'avoir fait réellement quelque chose. En effet, lorsque tout est dématérialisé, rien ne semble vrai.

Dans la foulée, des groupes de locataires en colère se sont créés spontanément sur les réseaux sociaux, avec un besoin de se réunir, de partager ses difficultés, de s'informer sur les mesures prises par le gouvernement, de comprendre pourquoi on en est arrivé là... et de co-construire des actions pour changer les choses. Plusieurs initiatives collectives se sont aussi mises en place, notamment un groupe de soutien à une grève complète des loyers et le groupe « Action Logement Bruxelles » dont font partie les Équipes Populaires de Bruxelles.

## Fracture numérique

Nombre de locataires en détresse ont été exclu.e.s de toutes ces initiatives et mobilisations, car pour y avoir accès, il faut être outillé correctement. En effet, la plupart de nos groupes sont composés de personnes souffrant de la fracture numérique<sup>6</sup>. Dans le contexte actuel, peu sont donc en capacité de participer aux mobilisations collectives, n'étant pas présent.e.s sur les réseaux sociaux. Elles et ils se retrouvent doublement à la marge des mobilisations, n'ayant pas accès au seul espace public encore accessible actuellement. Aujourd'hui, les seuls contacts possibles avec nos membres sont des appels téléphoniques, qui nous permettent notamment de prendre de leurs nouvelles mais surtout de conserver une trace de leur quotidien et d'avoir un suivi individuel de l'évolution de leur situation<sup>7</sup>. Par contre, les contacts étant individualisés, nous sommes dans l'impossibilité d'organiser des actions ou activités collectives et par là même de faire vivre la démarche éducation permanente. En effet, comment insuffler une démarche de critique et de co-construction des savoirs quand seules deux personnes interagissent ? Comment renforcer notre pouvoir d'agir dans le réel quand tout s'organise « dans le cloud » ?

Aux Équipes Populaires, la question de la fracture numérique est travaillée à l'échelle du mouvement depuis plusieurs années, notamment à travers la mise en place d'ateliers Histoires Digitales<sup>8</sup>. L'objectif du projet est de permettre l'acquisition d'un nouveau savoir-faire : la réalisation de courtes capsules vidéos qui racontent une expérience personnelle en intégrant des éléments d'analyse de la thématique choisie. Il nous paraît important à la fois de donner aux personnes plus vulnérables l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'histoire digitale partagée avec d'autres peut aider ceux-ci à pousser plus loin leur analyse, en les questionnant, leur offrant une autre vision d'une situation. Avec ces ateliers, nous mêlons éducation à l'outil informatique et éducation permanente.



## Après la quarantaine...

Au sortir du confinement, l'enjeu prioritaire sera d'articuler les initiatives nées pendant cette période (Action Logement Bruxelles<sup>9</sup>, le groupe de grève des loyers<sup>10</sup>, la mobilisation virtuelle du *Housing Action Day*) avec nos publics habituels et avec les actions collectives des groupes existants avant le confinement. Certain.e.s se sont lancé.e.s dans des actions de solidarité très concrètes (distribution de colis alimentaires notamment), mais la plupart restent encore très isolé.e.s et désemparé.e.s face à la transformation des rapports sociaux et de leur quotidien, et à l'aggravation de leur situation – qui était déjà précaire avant le confinement. De ce fait, la nature même de notre travail a évolué : d'une position de facilitateur.rice de la démarche « voir-juger-agir » et de soutien au processus collectif, nous passons à celle de soutien individuel et de recherche d'information et de solution pour nos membres. La dématérialisation des rapports sociaux rend toute mobilisation et tentative d'organisation collective compliquée et *de facto* en sont exclus les personnes déjà aux marges de nos sociétés. Pour les personnes sans-chez-soi, qui ont un accès encore plus difficile à l'information, la situation est d'autant plus catastrophique.

Lorsque l'espace public devient virtuel, que les mobilisations se font sur les réseaux sociaux et que leur organisation se passe en vidéo conférence, nous laissons derrière nous les personnes précarisées qui, hier, étaient au cœur de nos mouvements. Cela pose aussi la question du fonctionnement démocratique des mouvements, plateformes, collectifs : qui participe ? Qui décide ? Qui organise ? Aux Équipes Populaires, nous avons à cœur de mettre nos membres au centre de ce processus. Mais comment continuer à faire cela correctement quand ils et elles ne sont pas connecté.e.s ?

1. Chiffres tirés de « La crise du logement à Bruxelles », analyse du RBDH, 13 octobre 2019.
2. Observatoire des loyers, *Résultat de l'enquête 2018*.
3. Pour en savoir plus sur *La Strada* : [www.lastrada.brussels/portail/fr/](http://www.lastrada.brussels/portail/fr/)
4. Liste des signataires de l'appel : <http://www.housing-action-day.be/fr/signataires>
5. Voir la page Facebook « Belgian Housing Action Day » et le groupe du même nom.
6. Pour rappel, en Belgique près de 10 % de la population n'ont pas accès aux technologies numériques.
7. Voir l'article dans ce numéro de Pietro TOSI, « Les Confinis, résistance au quotidien », pp. 9-11.
8. Pour en savoir plus et visionner des capsules vidéos réalisées lors de ces ateliers : [www.equipespopulaires.be/outils-pedagogiques/les-histoires-digitales/sous-page-des-histoires-digitales/](http://www.equipespopulaires.be/outils-pedagogiques/les-histoires-digitales/sous-page-des-histoires-digitales/)
9. Pour en savoir plus sur le Collectif : [www.actionlogementbxl.org/](http://www.actionlogementbxl.org/)
10. Pour en savoir plus sur le groupe : [www.grevedesloyers.be](http://www.grevedesloyers.be)

Aurore DE KEYSER (Présidente des JOC) ♦

# Solidarité pour lutter contre la vraie épidémie : l'indifférence

Depuis le début des mesures de confinement mises en place par le gouvernement Wilmès, les Jeunes Organisés et Combatifs (JOC), comme les autres organisations du MOC, ont dû relever un certain nombre de défis pour continuer à mener à bien leurs projets. Cette crise a impacté notre manière de travailler. Elle est aussi un révélateur des injustices et des inégalités. Elle permet de voir à quel point le système capitaliste dans lequel nous vivons ne promet qu'un avenir fait de peurs et d'incertitudes pour toute une génération qui se pose plus que jamais la question du sens. La peur de la crise économique, l'absence de perspectives heureuses et la crainte d'une dérive sécuritaire avec les nouvelles technologies de traçage font prendre conscience aux jeunes militant.e.s qu'il est vital de s'organiser pour lutter pour la mise en place d'un monde d'après qui soit plus juste et plus solidaire.

## La première étape, garder le lien

Nombre de jeunes sont seul.e.s face à ce confinement. Le premier réflexe que nous avons adopté a été de conserver un contact avec les militant.e.s, notamment par des appels téléphoniques et des vidéoconférences. L'important est de ne pas laisser des jeunes seul.e.s, à ruminer des pensées négatives et leurs angoisses. Pour certain.e.s d'entre eux.elles, les réunions JOC sont l'endroit où ils et elles se sentent en sécurité et peuvent disposer d'un espace de parole libre. Ils sont parfois confiné.e.s avec un parent, un beau-parent ou un.e compagnon.ne violent.e. Il est donc primordial de s'assurer que tout va bien et qu'ils sachent qu'ils peuvent compter sur le mouvement pour leur venir en aide le cas échéant.

## Témoignages

Très rapidement, nous avons aussi constaté à quel point la fracture numérique affecte de nombreux.se.s jeunes. Beaucoup de militant.e.s n'ont pas accès à un ordinateur ou à la 4G. Dès lors, il est difficile de continuer à avancer sur des projets sur lesquels tous les membres du groupe sont censés se positionner. Difficile d'imaginer pour certain.e.s comment il.elle.s vont faire pour étudier à distance sans des outils qui paraissent être accessibles à tous et toutes. Ce que nos militant.e.s nous ont également rapportés, ce sont leurs difficultés face à ce confinement, notamment au niveau financier. Les jeunes qui comptent sur leur job d'étudiant car celui-ci leur permet de payer leur loyer ou leur nourriture sont plus nombreux.se.s qu'on ne l'imagine. Pour certain.e.s d'entre eux.elles, il s'agit de leur unique source de revenu. Selon les chiffres du CEF, un.e étudiant.e sur quatre dépend des revenus de son job d'étudiant pour subvenir à ses besoins vitaux. Ce constat nous a poussés à rejoindre la campagne initiée par les Jeunes CSC

pour demander la création d'un fond d'urgence pour les jobistes. Nous demandons aussi que les étudiant.e.s jobistes cotisent à la Sécurité sociale.

## Partir du local

Dès l'annonce du confinement, de nombreux.se.s militant.e.s des JOC ont eu la volonté d'organiser des initiatives de solidarité. Partout où ça a été possible, les jeunes et les permanent.e.s ont mis en place des initiatives pour permettre de lutter contre les effets de cette crise, qui les touchent de plein fouet ainsi que toutes les personnes les plus précaires.

À Liège, les militants des JOC ont prêté main forte pour l'initiative solidaire qui s'organisait près de chez eux. *Le Chaudron* est un groupe qui se mobilise pour cuisiner et servir des repas à prix libre tous les jeudis pour des personnes qui sont dans la précarité ou qui ont des difficultés financières, mais aussi pour les habitant.e.s du quartier et les gens de passage dans le centre-ville. Leur but est de créer des moments de générosité et de partage. Depuis le début du confinement, les demandes d'aides alimentaires explosent et les autorités locales peinent à trouver des solutions pour répondre aux besoins. La *Croix-Rouge* et les *Restos du cœur* ont dû fermer leurs portes. La priorité des jeunes et des citoyen.ne.s impliqué.e.s dans *Le Chaudron* a été de s'organiser pour pouvoir préparer et distribuer des repas à ceux et celles qui en faisaient la demande. Les personnes engagées dans ce projet pouvaient bénéficier du local de la cafeteria collective *Kali*, créée entre autres à l'initiative des JOC, qui est située dans le centre de Liège, dans le quartier Saint-Léonard.

À Tournai, les JOC sont impliqués dans un projet visant à aider les personnes immigrées et sans-papiers. *La Plateforme pour l'interculturalité à Tournai (la PIT)* organise des permanences sociales, des distributions alimentaires, des permanences juridiques et du soutien moral. Les JOC y sont actifs depuis leur début. Dans le camp de Froyennes, très vite, les règles de distanciation physique ne pouvaient être appliquées et le confinement y a engendré des problèmes d'insalubrité. Avec la crise, de nouveaux défis se sont présentés aux membres de la Plateforme pour continuer leur mission : il a fallu trouver des logements pour les personnes migrantes qui étaient entassées dans le camp les unes sur les autres, afin qu'elles puissent se confiner et ainsi se protéger. Grâce au travail de la Plateforme, beaucoup de migrant.e.s sans-papiers et de sans-abris ont pu être logé.e.s dans un hébergement. Certain.e.s ont préféré rester au camp de Froyennes où la distribution de vivres et de produits de première nécessité continue grâce aux bénévoles. Des masques et du gel hydro-alcoolique ont été distribués pour protéger les personnes résidant sur le camp.

À Verviers, le *Collectif La voix des sans-papiers*, dont les JOC font partie, mène un travail de plaidoyer politique pour réclamer des régularisations massives, ainsi que des aides pour cette population plus précarisée. Des membres du Collectif ont décidé de se rendre utiles en se mettant à produire et distribuer gratuitement des masques en tissu aux autres membres du Collectif. Une de ses membres, Zula, s'est portée volontaire pour coudre des blouses pour le CHU de Liège.

### Une vaste campagne de soutien sur les réseaux sociaux

À Bruxelles, nos permanent.e.s et militant.e.s se sont aussi lancé.e.s dans la création d'un réseau de soutien aux personnes précarisées confinées. Depuis le début du confinement, des documents ont été distribués dans les boîtes aux lettres des habitant.e.s de leur quartier, avec le message suivant : « *Si vous avez besoin d'aide pour faire vos courses, aller à la pharmacie etc., nous pouvons le faire pour vous* ». Les personnes qui le souhaitent peuvent ainsi faire appel aux bénévoles des JOC pour ce dont ils ont besoin et restent en sécurité à leur domicile.

La Fédération se penche aussi sur la question du droit de retrait. Ce sujet les a interpellés car de nombreux jeunes travailleur.euse.s ou jobistes ne sont pas protégé.e.s. Absence de masque, non respect des distances de sécurité, pas de gel désinfectant... sont des risques que certains patrons n'hésitent pas à faire courir

à leur personnel pour assurer la rentabilité et leur profit. Le droit de retrait fait référence à la possibilité de ne pas exécuter son travail si les normes de sécurité ne peuvent pas être respectées. Les jeunes militant.e.s veulent alerter les travailleur.euse.s concerné.e.s pour revendiquer ce droit et ainsi se protéger du virus.

Ces exemples ne sont pas exhaustifs. Les Fédérations des JOC s'organisent en fonction de leur terrain, de leurs militant.e.s et des opportunités qu'ils et elles peuvent saisir.

### Politiser notre vécu

L'enjeu pour une organisation comme les JOC est de sortir de ce moment de crise renforcé politiquement, tout d'abord en identifiant les problèmes causés par cette crise et comprendre les causes de la crise économique qui va suivre, ensuite permettre de développer une analyse des causes et des conséquences pour pouvoir envisager des pistes de solutions, des revendications claires à énoncer et à porter. La destruction des services publics est notamment une des raisons de la catastrophe à laquelle on assiste. Soutenir les soignant.e.s dans leur lutte pour réclamer des meilleures conditions de travail sera une des missions que nous prendrons à bras le corps. Il s'agira aussi de défendre la Sécurité sociale et de réclamer de nouveaux droits. Il va nous falloir nous battre pour tous ceux et toutes celles que le système va laisser sur le carreau mais aussi, à long terme, changer ce système qui produit tant d'inégalités et de violences. ■

## Conserver la mémoire du confinement

**E**n cette période particulière de crise sanitaire et de confinement, les citoyen.ne.s, les acteur.rice.s économiques et sociaux, les organisations, les associations et les militant.e.s restent bien actif.ve.s, continuent à se mobiliser, modifient leurs modes d'action et les liens qu'il.elle.s ont avec leurs publics.

Face à cette crise et à ses implications sociales, politiques, économiques, etc., toutes ces actions militantes resteront longtemps gravées dans nos mémoires. Mais, notre mémoire est faille. Au contraire des nombreuses traces que nous laissons. Car, inévitablement, il en ressort des réflexions, des appels (à l'aide), des communiqués, etc. qui sont postés sur un blog, envoyés par e-mail, consignés dans des carnets, traduits en documents sonores, visuels, audiovisuels, etc. En tant que lieu de mémoire et d'archives du mouvement ouvrier, le CARHOP reste vigilant à récolter et à valoriser les traces de l'action militante et les témoignages de ses partenaires dans ce contexte très particulier. Lancée conjointement par l'AAFB et le VBAD, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale de collecte d'archives « Archives de quarantaine Archief (#AQA) ».

### Paroles des éducatrices et éducateurs

Par ailleurs, en collaboration avec l'ASBL Rhizome, le CARHOP lance une campagne de collecte de témoignages auprès des édu-



cateur.rice.s en période de confinement et de leurs réalités de travail bouleversées par cette pandémie. En effet, en tant qu'éducateur.rice, vous travaillez en première ligne dans les sec-

teurs du handicap, en milieu scolaire, de l'aide à la jeunesse, en milieu pénitentiaire, en maison de repos ou dans l'accueil des adultes en difficulté. Votre quotidien professionnel s'est ainsi largement complexifié, voire intensifié. Vous faites également preuve d'inventivité et d'engagement de toute sorte.

### Concrètement, comment contribuer à cette mémoire du confinement ?

En nous communiquant les documents écrits, sonores, audiovisuels ou iconographiques éclairant les impacts de la crise sur vos réalités professionnelles ; en étant vous-mêmes une personne-témoin à laquelle le CARHOP pourrait s'adresser pour une interview ou un récit ; ou encore en étant le relais entre le CARHOP et les usager.ère.s de vos secteurs, dont vous estimez que le témoignage pourrait être précieux dans la perspective de la récolte des traces du confinement. ■

Infos : CARHOP François Welter  
Mail : francois.welter@carhop.be www.carhop.be  
www.archivesquarantainearchief.be



# Renforçons la Sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises !

**A** lors que la Sécurité sociale a fêté ses 75 ans, le MOC, en étroite collaboration avec ses organisations, souhaite, avec une campagne de sensibilisation, mettre en avant l'importance de la renforcement, que ce soit dans son financement ou dans ses prestations.

En effet, seule une Sécurité sociale forte et correctement financée est à même de répondre aux besoins de la population et de pouvoir assurer, comme le souhaitaient ses initiateurs en 1944, un revenu de remplacement en cas de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, mais aussi des allocations familiales, des congés payés et des vacances annuelles, des allocations de chômage et des pensions décentes.

La crise sanitaire traversée depuis mars a mis en évidence l'importance de la Sécurité sociale. Accès à des soins de santé de qualité pour les personnes malades, allocations de remplacement pour les personnes en chômage temporaire, congé parental étendu pour certains parents confrontés à la fermeture des écoles et des crèches, droit passerelle pour les indépendant.e.s, reconnaissance de la Covid-19 comme maladie profession-



nelle... sont quelques-unes des dispositions qui ont soutenu et protégé les citoyen.ne.s pour qu'il.elle.s puissent faire face à cette crise sanitaire d'une ampleur sans précédent. Sans notre Sécurité sociale, ces mesures n'auraient pas pu être mises en place et il aurait été nettement plus difficile d'affronter cette pandémie.

Montrer l'importance de la Sécurité sociale pour permettre à tous et toutes d'affronter l'imprévu qui s'imisce dans les vies, mais aussi montrer les failles et problèmes structurels du système global que la crise sanitaire nous révèle, tels sont les objectifs de la campagne lancée en juin sur les réseaux sociaux<sup>1</sup>. Au-delà de la question de la santé, cette crise montre que si notre Sécurité sociale a permis de limiter les dégâts, contrairement à d'autres pays où la protection sociale n'est pas garantie, elle n'en a pas moins des failles.

[www.facebook.com/protegeonslasecusociale](https://www.facebook.com/protegeonslasecusociale)

Les protections fournies par notre système de Sécurité sociale peuvent et doivent donc encore être renforcées ! Ce qui passe inévitablement par son refi-

nancement afin qu'elle puisse faire face à nouveau à des chocs comme celui de la Covid-19, mais aussi qu'elle puisse garantir une protection à chacun.e d'entre nous, dont les plus fragiles (travailleur.euse.s précaires, femmes vivant avec une allocation ou une pension trop basse, personnes sans-papiers, jobistes, faux indépendants, etc.).

La crise sanitaire actuelle nous démontre que seuls des services (publics ou associatifs) collectifs forts, correctement financés, gérés comme un bien commun et de manière collective (et en renforçant le modèle de gestion paritaire) permettent de faire face aux crises auxquelles nos sociétés sont (et seront) confrontées, en protégeant le plus grand nombre, et qu'ils sont l'atout majeur pour surmonter les crises. ●

**La Sécurité sociale est notre meilleure protection face aux crises, renforçons-la !**

1. Cette première phase de campagne sera suivie d'une autre, lancée en fin d'année et davantage ancrée dans les régions. Pour être tenu au courant des actions menées, suivez-nous sur notre page Facebook.

## Régulariser les sans-papiers, une question de santé publique

**L**e Comité des travailleurs et travailleuses migrants avec et sans papiers de la CSC Bruxelles (CSP) a lancé une campagne pour rendre visible l'urgence d'une régularisation de cette population «invisible» à l'heure du coronavirus. Face à l'épidémie de Covid-19, tout le monde doit avoir les mêmes droits, pour prendre soin de soi et des autres. Il en va de l'intérêt général. Le Portugal a

fait un grand pas vers la régularisation des sans-papiers. Pourquoi pas la Belgique ?

**Signez la pétition sur:** [https://secure.avaaz.org/fr/community\\_petitions/gouvernement\\_belge\\_coronavirus\\_pour\\_la\\_sante\\_de\\_tous\\_regularisation\\_de\\_sanspapiers\\_/?fbclid=IwAR0Tr7IAuqdd-qQoj7gTEPxrX9gRTGqI-JJqhlr8FCijkQ01ViHfGc3dxFY](https://secure.avaaz.org/fr/community_petitions/gouvernement_belge_coronavirus_pour_la_sante_de_tous_regularisation_de_sanspapiers_/?fbclid=IwAR0Tr7IAuqdd-qQoj7gTEPxrX9gRTGqI-JJqhlr8FCijkQ01ViHfGc3dxFY)



Jean-François RASSCHAERT (CIEP Namur) ♦

## « Les Hommes sont comme les lapins, ils s'attrapent par les oreilles »<sup>1</sup>

### Les ateliers de désintox, des spots éclairants

Depuis quelques mois, l'équipe du CIEP de la province de Namur propose à tous, citoyen.ne.s et associations, de participer un atelier de désintoxication du langage pendant une demi-journée. Une démarche d'éducation permanente nécessaire et salutaire en ces temps où les mots servent plus que jamais d'outil de manipulation des esprits et des comportements, au service d'un modèle de société et d'une certaine vision du monde.

Hier, on allait au CPAS. Aujourd'hui, on va au CPAS. « Et ? », me direz-vous. Et, vous répondrai-je, le diable se cache

*« Je me suis inscrit sans trop savoir de quoi il s'agissait, ce fut pour moi une réelle découverte, chaque jour nous utilisons un certain langage, nous utilisons des mots sans se rendre compte qu'ils changent et ceci sans savoir que derrière cela il y a des chercheurs qui travaillent pour influencer les attitudes de chacun ou de d'influencer les décisions. » (Jean-Paul)*

dans les détails. Ou plutôt dans les initiales en l'occurrence ici, puisque le « A » signifiait hier « aide », et aujourd'hui « action ». Le droit d'être aidé.e est devenu le devoir de prouver qu'on fait tout ce qu'il faut pour s'en sortir – pardon, ce qui est exigé de nous par les institutions qui « donnent » – puisque l'injonction d'action se situe désormais du côté des gens, et plus des institutions. Ce petit changement de mot (masqué sous l'acronyme) modifie en fait grandement la réalité. De même, en 2004, un représentant syndical expliquait devant le Sénat belge que le glissement de la notion de « service public » à celle promue par l'UE de « service d'intérêt général » n'était pas qu'une simple question de vocabulaire, puisque la seconde formulation ne prend en compte que le service, sans mentionner si c'est l'État ou le privé qui le rend. Comment ne pas voir la portée politique de ces glissements sémantiques ? Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres de la manière dont un changement de vocabu-

laire traduit de manière édulcorée une volonté de changer une réalité. Mais ce n'est que la partie (à peine) visible de l'iceberg. Car des *think tanks* et autres communicant.e.s travaillent sur d'autres effets de ces changements lexicaux, ceux qui jouent sur notre pensée et, donc, sur notre perception du monde, puisqu'à en croire les linguistes, on pense la réalité avec les mots dont on dispose. Donc, changer les mots, c'est orienter notre vision de la société : quand les victimes civiles deviennent des dommages collatéraux, c'est plus facile à présenter aux opinions publiques. De même, quand

les cotisations sociales deviennent des charges sociales, c'est plus facile de les éliminer, parce que se libérer d'une charge, c'est plutôt positif. Par le truchement de ces bidouillages, le terme « libéraliser » devient comme par magie « réformer » ou, mieux encore, « moderniser ». Et ainsi de suite. Avec la profusion actuelle de rapports, de contrôles,

#### UN ATELIER SANS LANGUE DE BOIS

*Une douzaine de participant.e.s s'étaient rassemblé.e.s ce jour-là, tous issu.e.s de notre réseau mais très différent.e.s : militant.e.s parfois véhément.e.s, client.e.s innocent.e.s venu.e.s par habitude, nouveaux attirés par la curiosité et la possibilité de passer un moment convivial. Un tour de table pour faire connaissance, un verre pour se détendre, une petite vidéo pour comprendre de quoi on nous parle, et nous voici dans le vif du sujet. Explications, illustrations, réflexions collectives. On s'échauffe, on sourit, on discute, on rit. Personne ne sort, personne ne dort (ça, c'est sûr !). Viennent les exercices, à faire en sous-groupe. La répartition est aléatoire, certains exercices semblent plus drôles ou plus faciles que d'autres (mais ce ne sera pas toujours l'avis de ceux et celles qui s'y sont collé.e.s). La tension monte, tout le monde se concentre. Pour finir, on partage. Des bons mots et des bons moments. Une petite fenêtre s'est ouverte dans nos habitudes de langage, nos traductions automatiques. Pari tenu. (Diane, Waulsort)*

de démarches administratives, ce vocabulaire – venant au départ principalement du milieu de l'entreprise et donc orienté « procédures » et « résultats » – a colonisé l'ensemble de nos activités, en

ce compris le secteur non-marchand. Si, si, réfléchissez bien, vous allez trouver des exemples, j'en suis sûr<sup>2</sup>.

### Armer à contre-courant : David contre Goliath

En tant qu'organisme d'éducation permanente et mouvement social, que pouvons-nous faire contre ce qu'il faut bien qualifier de manipulation mentale ? On voit bien que nos (contre-)discours habituels ont du mal à s'imposer face à ce vocabulaire qui sonne si positif, si cool, si attirant, « *so XXI<sup>e</sup> siècle* » et... si empreint de bon sens ! Si le curatif ne fonctionne pas, essayons le préventif. C'est sans doute ce que s'est dit le français Franck Lepage – le fameux inventeur des conférences gesticulées – quand il a décidé de créer des ateliers de désintoxication du langage. Ce sont des séances au cours desquelles on explore les différents procédés qui constituent la langue de bois et la novlangue chère à Orwell<sup>3</sup>, tels que l'euphémisme, l'oxymore, les anglicismes, les faux-amis<sup>4</sup>,...

### (Surtout) ne pas prendre le poids des mots à la légère

L'animation proposée par le CIEP Namur débute par un tour de chauffe pour découvrir ces différentes catégories au départ d'un brainstorming collégial où les participant.e.s énoncent des mots ou expressions qu'il.elle.s identifient comme des manipulations de langage. On présente ensuite des exemples piochés dans

différentes sphères (la politique, l'emploi ou encore la publicité). Cette dernière ne figurait pas dans l'animation de départ, mais il nous a semblé important de la rajouter, vu qu'elle nous touche

quotidiennement et qu'au lieu de nous parler des qualités du produit, on y use et abuse souvent d'éléments de langage abstraits comme le bonheur, la liberté, le fait de vivre une « expérience » de shopping,... Dans le dernier volet de l'animation, les participant.e.s s'adonnent à différents exercices qui leur permettent de s'approprier ces manipulations langagières. Il n'y a en effet rien de mieux que de triturer une matière pour se l'approprier. C'est d'ailleurs en participant à un atelier donné par un des collaborateurs de Franck Lepage à Namur que les animateurs/permanents du CIEP de la province de Namur se sont familiarisés avec l'animation d'un atelier de désintoxication du langage.

Jusqu'à présent, nous avons animé ces ateliers selon deux formules : l'une sous forme de rendez-vous grand public et une autre ciblée sur des groupes en formation. On pourrait croire que la première est plus simple à animer puisqu'elle réunit des gens qui ont, en général, déjà identifié certaines de ces manipulations et qui assistent à l'atelier pour aller plus loin. Le risque est sans doute de croire que tout ce qui va être dit avec ces publics-là va être facilement acquis. À ce petit jeu-là, un des pièges – outre celui identifié par Franck

*C'est un peu par hasard que j'ai entendu parler des ateliers du langage. Depuis plusieurs années, j'essaie de comprendre les mécanismes de la communication, le pouvoir des mots et du non verbal. Ces éléments sont importants pour mon métier dans les soins de santé mais, également dans la compréhension du monde qui m'entoure. Le sujet de l'atelier, tourné vers les mots eux-mêmes, a donc titillé ma curiosité. L'atelier fût très concret et convivial. J'ai eu plaisir d'y rencontrer des gens de ma région en plus d'en apprendre davantage sur un sujet pareil. Durant la soirée, nous avons abordés les changements de langage et la politisation de celui-ci. Par un court exercice, nous avons vu à quel point le discours « politique » utilise des mots différents des nôtres. Cette partie m'a particulièrement frappée car, avec quelques mots prédéfinis, on pouvait faire des improvisations infinies des discours électoraux ! Depuis, en écoutant les personnes de pouvoir à la radio, j'essaie d'identifier les mots creux et je me rends compte que, bien souvent, il n'y a pas de réponse à la question du ou de la journaliste. Ces discours ne contiennent aucun engagement concret. Et ce, que ce soit chez nous en Belgique, en France ou dans d'autres pays du monde ! Cette réflexion me pousse à remettre en question mes votes électoraux et à chercher des groupes parfois moins médiatisés (comme le « collectif citoyen ») mais dont les mots étaient cohérents. En tant que citoyen, nous détenons le véritable pouvoir de ce pays : nous cotisons, nous payons les salaires de nos dirigeants. En comprenant les véritables messages ou non-messages du monde politique, nous pouvons mieux choisir ceux qui décideront de devenir de notre pays et de notre portefeuille! (Morgane de Ciney)*

bon de rire des travers de celles et ceux qui essayent de nous « pigeonner », les faire passer pour de simples clowns risquerait de nous faire baisser la garde et de faire en sorte que les participant.e.s passent à côté de l'essentiel : se rendre compte du pouvoir énorme qu'ont les mots, *a fortiori* quand leur manipulation se présente à nous de manière suffisamment camouflée pour s'adresser à notre inconscient. Car il faut bien le reconnaître, il y a des manières beaucoup fines pour nous embobiner que celles, grossières, dont use et abuse par

plus et demande aux téléspectateur.rice.s « *Qui n'a pas une part d'ombre ?* »<sup>6</sup>, c'est quand même plus difficile à démonter, surtout en direct.

### Pour se mettre à la page, partir du quotidien

Pour ce qui concerne l'autre profil du public, souvent constitué de personnes en formation, il est moins confronté au vocabulaire procédurier qui inonde les évaluations et rapports à faire dans le milieu professionnel, même s'il est possible de rencontrer des phénomènes similaires dans un parcours lié à la recherche d'emploi ou dans un parcours d'installation quand on vient de l'étranger. Avec ces publics qui sont davantage plongés quotidiennement dans des considérations concrètes, il est du coup souvent plus compliqué de travailler au départ de sphères plus abstraites. Au fil des séances, les animateurs se sont rendu compte que la démarche d'éducation permanente doit être revue au départ d'un de ses principes fondateurs : partir de ce que vivent les gens, de ce qu'ils expriment sur base des ré-

*« J'ai trouvé cet atelier « Désintoxication du langage » fort intéressant et enrichissant pour la prise de conscience de la façon dont notre langage évolue et ce qui se cache derrière ce mouvement, le rappel que nous avons encore le pouvoir de choisir en conscience les mots que nous utilisons, le côté ludique avec les tests proposés, les échanges avec les autres participants puisque les mots ne sont pas appréhendés de la même façon d'une personne à l'autre, enfin l'humour et l'entrain de l'intervenant. » (Bénédicte)*

Lepage lui-même de jouer au professeur de langue de bois et de novlangue qui vient exposer son savoir – c'est celui de présenter les choses un peu trop à la légère. D'ailleurs, dans les petites capsules vidéo du même Franck Lepage<sup>5</sup> que l'on diffuse pendant l'animation, l'humour est omniprésent. Idem dans les exercices réalisés par les participant.e.s pour terminer la séance : lors de la mise en commun, on rit beaucoup. Du coup, il est crucial que l'animateur.rice revienne de manière posée sur ce qui a été dit pour souligner les points importants qui se dégagent de ces séquences. Car s'il est

exemple un Charles Michel dans ses communications. Quand l'ancien ministre français Cahuzac se confesse à la télé après la découverte de son compte en Suisse et explique qu'il a commis une « folle bêtise » et que, depuis, il porte en lui une part d'ombre qu'il ne supporte

*« Lors de cet atelier, j'ai pris conscience des différentes méthodes utilisées pour tenter de nous manipuler, je savais que cela se passait et j'essayais d'être vigilante mais l'atelier m'a permis de comprendre et de « classer » différentes techniques utilisées. Grâce à cet atelier, je suis maintenant capable de repérer certaines techniques, ce qui aiguise encore plus mon sens critique. Dans la partie plus pratique de l'atelier, j'ai beaucoup apprécié les comptes rendus des différents exercices effectués en groupe. J'aurais aimé avoir suffisamment de temps pour réaliser tous les exercices. J'ai vraiment apprécié cette soirée qui m'a permis à la fois d'apprendre, de comprendre et de grandir. C'était une soirée comme je les aime... » (Christine)*

« Concernant cet atelier, la présentation et les explications étaient claires. Le français Franck Lepage m'a sidérée avec cette facilité de formuler différents discours avec les 17 mots proposés. La mise en commun finale a prouvé que cette intox était réelle...mais si insidieuse qu'on ne s'en rend pas compte directement. Ça me permet à présent d'y être plus attentive. » (Marianne)

alités qu'il.elle.s vivent au quotidien. Voilà pourquoi nous avons commencé à plancher sur une seconde mouture de l'animation avec un membre des Équipes populaires<sup>7</sup> et une formatrice en insertion socio-professionnelle. Le principal changement sera de baser l'animation sur une méthodologie inductive et socio-constructiviste, afin de faciliter l'accès au concept d'intoxication du langage et de rendre l'animation plus efficace auprès de personnes pour qui il est tout aussi important de développer des mécanismes d'auto-défense intellectuelle.

### Immuniser pour provoquer des réactions épidermiques

Car c'est bien là que réside *in fine* l'intérêt de l'exercice, repartir de l'atelier en étant en quelque sorte « vacciné.e » contre la langue de bois et la novlangue. L'image du vaccin est assez pertinente puisque l'atelier permet, en explorant

à petite dose les manipulations du langage, d'espérer provoquer une réaction « immunitaire » *ad hoc* quand les participant.e.s seront confronté.e.s à l'avenir à une de ses manifestations. Mais comme pour le vaccin, cela n'empêche pas à coup sûr de se faire contaminer, loin s'en faut. Faudrait-il dès lors prévoir des rappels ? voire des appels à la prudence et à la distanciation psychologique quand une nouvelle souche de cérebrovirus est détectée ?

Blague à part, il pourrait être intéressant d'entretenir la vigilance pour favoriser l'acquisition de réflexes. Cette vigilance pourrait se faire via un moyen de communication comme un groupe ou une page Facebook où chacun.e des « vacciné.e.s » pourrait venir déposer ses trouvailles du moment pour mettre en garde les autres. C'est à peu près tout ce que l'on peut faire en attendant, qui sait, de développer un contre-langage efficace.

Pour terminer, je voudrais mentionner un effet collatéral positif de ces ateliers : en rendant aux citoyen.ne.s un peu de pouvoir de compréhension de ce qui se joue, les ateliers sont peut-être aussi un outil pour lutter contre le complotisme dont on vient de subir une nouvelle poussée avec l'épisode « Coronavirus ». En effet, arriver à repérer

les manipulations réelles permet peut-être par ricochet de ne pas sombrer dans la paranoïa de la manipulation généralisée. Car comme dirait Franck Lepage, « il y a deux problèmes avec les complots : celui d'en voir partout et celui de n'en voir nulle part ». ■

1. Citation attribuée à Mirabeau
2. Pensons à des mots ou expressions comme « démarche qualité », « orienté résultats », « efficacité », « évaluation », « process »...
3. Apparue dans le roman « 1984 » de Orwell en 1949, la novlangue est, selon Le Larousse, un langage convenu et rigide destiné à dénaturer la réalité. Orwell attribue son utilisation aux dirigeants d'Océania.
4. Un faux ami, c'est un mot dont le côté positif masque une réalité négative. Comme par exemple, remercier au lieu de licencier. A *contrario*, il existe des faux ennemis, comme le handicap salarial qui rend négatif le fait d'être mieux payé que les travailleurs.euse.s des pays limitrophes.
5. Quelques vidéos de Franck intéressantes pour cerner le processus :
  - Une autre définition du salaire : [www.youtube.com/watch?v=dNKgU5y2xIk](http://www.youtube.com/watch?v=dNKgU5y2xIk)
  - Le nouveau management : [www.youtube.com/watch?v=4VvWN\\_G43x0](http://www.youtube.com/watch?v=4VvWN_G43x0)
  - Les mots du pouvoir : [www.youtube.com/watch?v=TZCPOvE5oPI](http://www.youtube.com/watch?v=TZCPOvE5oPI)
6. Que celui.celle qui n'a jamais payé un professionnel en noir, qui n'a jamais repris le volant après avoir consommé trop d'alcool ou qui n'a jamais téléphoné en conduisant lui jette la première pierre.
7. Les Équipes populaires ont mené en 2015 une campagne pour *Démasquer les mots qui mentent*, ce qui avait abouti à la publication d'un numéro de *Contrastes* et d'un dictionnaire participatif, décalé et engagé *Le petit menteur illustré* (2<sup>e</sup> éd., 2016). Pour en savoir plus : [www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2016/12/contrastes9\\_10.pdf](http://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2016/12/contrastes9_10.pdf)

## Un BAGIC à Charleroi pour vous donner des capacités de changement...

Le brevet d'aptitude à la coordination de projets d'organismes culturels et socioculturels (BAGIC) propose une nouvelle session de formation à Charleroi (2020-2022) qui interroge le sens des pratiques socioculturelles et place la Culture comme enjeu citoyen. Les savoirs y sont co-construits à des réflexions théoriques, des observations et es expérimentales. Destiné notamment aux animateur.rice.s travaillant dans une association d'éducation permanente, une organisation de jeunesse ou d'ainés, un Centre cultu-

rel, une association de quartier, le Brevet BAGIC est délivré par la Direction générale de la culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

### Infos pratiques

Lieu : Maison pour Associations Route de Mons 80 à 6030 Marchienne-au-Pont  
 Séance d'information (inscription obligatoire) : mardi 8 septembre 2020 à 18h et mardi 15 septembre 2020 à 18h  
 Renseignements :  
 Secrétariat : Francine Baillet • Tél. : 02/246.38.41 • Mail : [bagic@ciep.be](mailto:bagic@ciep.be)



Géraldine DUQUENNE (Justice et Paix) ◆

## Derrière nos écrans : les enjeux de l'exploitation minière

### Zoom sur la RD Congo

Quel est le lien entre mon smartphone et un creuseur congolais ? On l'ignore encore trop souvent mais nos téléphones portables sont composés de plus de 40 minerais, dont certains proviennent de République Démocratique du Congo (RDC). Le riche sous-sol de ce gigantesque pays attire (depuis longtemps) la convoitise de nombreux acteurs locaux et internationaux. L'extraction minière représente ainsi l'activité principale de centaines de milliers de personnes : hommes principalement mais aussi femmes et enfants. Ces personnes travaillent bien souvent dans des conditions difficiles, sans sécurité ni protection sociales, et dans l'incertitude quotidienne de la somme qu'elles vont gagner. Ils et elles sont les maillons essentiels d'une longue chaîne d'approvisionnement qui nous permet, à nous consommateurs, d'acheter nos smartphones en magasin.

Les métaux sont les composants essentiels de nos téléphones portables mais aussi d'une foule de produits qui peuplent nos vies : voitures, ordinateurs, tablettes, machines à laver, à café, peintures, produits cosmétiques, etc. Ils ont pris une place croissante dans nos sociétés et représentent une nouvelle dépendance au niveau énergétique également, et pourraient bien succéder aux énergies fossiles. Les minerais sont en effet indispensables aux énergies renouvelables et technologies « vertes » : panneaux solaires, éoliennes, voitures électriques, etc. Leur production n'est donc pas près de s'arrêter.

L'extractivisme s'est ainsi accentué ces dernières décennies. Ce modèle économique se fonde sur l'exploitation intensive de la nature à des fins d'exportation. Il concerne de nombreux pays producteurs de ressources naturelles, dont des ressources minières. Cette exploitation, lucrative pour certains, pèse lourd pour d'autres. À

travers le monde, des communautés subissent les effets néfastes des projets miniers, au niveau social et environnemental : manque d'eau, pollutions, maladies, pauvreté due à une dégradation généralisée de leur cadre de vie. Il arrive que les populations fassent entendre leur voix, provoquant souvent une réponse répressive de l'État. Ces conflits sociaux peuvent parfois mener à des affrontements violents.

Les conflits armés liés aux ressources naturelles sont aussi nombreux sur la planète et ne cessent d'augmenter, en lien avec notre consommation croissante de ressources et la concurrence pour y accéder. Selon l'ONU, ils concerneraient plus de quatre conflits sur dix au cours de ces 60 dernières années. La RD Congo est directement impactée. Depuis plus de vingt ans, le pays connaît des conflits armés dont le lien avec les ressources n'est plus à démontrer. Une centaine de groupes armés différents occupent l'Est du pays et prolongent les hostilités grâce notamment à des financements liés au commerce des minerais. Ces groupes assoient leur domination par la force des armes et des exactions qu'ils commettent à l'encontre de la population.

Ces situations complexes et éloignées peuvent susciter chez le citoyen belge un sentiment d'impuissance. Pourtant, il est important de prendre conscience de notre lien indirect avec ces conflits. Notre surconsommation de ressources naturelles engendre en partie cette problématique. Il est donc essentiel de réviser ce modèle économique, au niveau individuel mais aussi collectif. En effet, des gestes

de consommation plus éclairés peuvent être adoptés au niveau personnel : consommer moins et mieux. En outre, des actions politiques peuvent aussi initier un réel changement en faveur d'une meilleure gestion des ressources naturelles. Des initiatives existent mais sont encore insuffisantes.

Tous ces contenus sont développés dans l'outil pédagogique *Derrière nos écrans. Les enjeux de l'exploitation minière. Zoom sur la RDC* et sont étayés par des vidéos pédagogiques tournées sur place, des dispositifs pédagogiques pour aborder ces enjeux. Ce dossier s'adresse principalement aux enseignants désireux d'analyser l'exploitation des ressources minières avec leurs élèves (accessible dès 15 ans), dans un cours de géographie, de sciences mais aussi d'histoire, de sciences humaines/économiques, de philosophie et citoyenneté ou encore d'un projet interdisciplinaire. Il peut également intéresser des personnes qui travaillent dans l'encadrement, la formation ou l'animation avec des jeunes, ainsi que tout.e citoyen.ne désireux.se d'en apprendre davantage sur la provenance des ressources que nous utilisons, leurs conditions d'exploitation et la manière dont elles sont acheminées jusqu'en Europe. ●



**Pour commander :** *Derrière nos écrans. Les enjeux de l'exploitation minière. Zoom sur la RDC*, Justice et Paix, 2019 (10 euros+ frais de port)  
Commission Justice et Paix, chaussée Saint-Pierre, 208 à 1040 Bruxelles  
Tél : 02/896 95 00  
Mail : [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)  
[www.justicepaix.be/derrierelecran](http://www.justicepaix.be/derrierelecran)

# 2020 Dates à épingler

## ASSOCIATIONS ET COMMUNICATION : LA VALORISATION DE NOS ACTIVITÉS

Comme support indispensable de valorisation des actions et des projets d'une organisation, la communication doit être adaptée au niveau de la forme et du contenu en fonction du public auquel ils s'adressent, du genre dans lequel ils s'inscrivent et des canaux par lesquels ils transigent.

**Dates :** 23, 28 et 30 juillet 2020

**Lieu :** CESEP Genappe Espace 2000

**Infos et inscription :** Secrétariat Catherine

Léonard - Tél. : 067/89 08 65

Mail : catherine.leonard@cesep.be www.cesep.be

## LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEUR.EUSE.S

De nombreuses associations s'interrogent sur leur organisation du travail, leur management, leurs prises de décision... Et certaines expérimentent : un organigramme plus horizontal, une plus grande autonomie dans le travail, une participation à certaines instances de décision... Cette formation propose de soutenir ces interrogations et ces expérimentations, à partir d'une compréhension du contexte général du monde du travail et d'analyses de cas détaillées.

**Dates :** 26 et 27 août 2020

**Lieu :** CESEP - rue de Charleroi 47 - 1400

Nivelles

**Programme :** www.cesep.be

**Infos :** Secrétariat Catherine Léonard

Tél. : 067/89 08 65

Mail : catherine.leonard@cesep.be

## MIGRATIONS ET CONFLITS : DE LA RD CONGO À LA BELGIQUE

### Formation

**Dates :** Lundi 21 septembre 09:00-16:30 ;

Jeudi 5 novembre 09:00-16:30

**Lieu :** Bruxelles

**Infos et inscription :** Justice et Paix

Tél. : 02/896 95 00

Mail : info@justicepaix.be www.justicepaix.be

## FORMATION EN FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE ET CITOYENNETÉ

Le CIEP WAPI propose des formations en journée et en soirée pour apprendre le français et participer à un module d'intégration citoyenne : du niveau débutant à avancé, des tables de conversation et un atelier d'orientation citoyenne.

**Lieu :** CSC - avenue des États-Unis 9 à Tournai

**Date :** à partir du 23 septembre 2020

**Inscriptions :** Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre

**Infos :** CIEP WAPI Camille David

Tél. : 0476 32 17 78

Mail : camille.david@ciep-ho.be



## DÉBATS CITOYENS APÉROULOTTE À PERWEZ

### Rencontres citoyennes sur les droits humains autour d'un verre

*Le rôle des spécialistes dans la crise du Covid-19*  
Intervenant : Albert Dechambre, philosophe

**Mardi 20 octobre 2020 à 20h**

La crise du Covid-19 a mis en lumière le rôle des expert.e.s scientifiques, largement médiatisé.e.s. Ensuite, des philosophes et des intellectuel.le.s se sont mêlé aux débats : nous sommes en train de sacrifier nos libertés et nos valeurs humanistes, jusqu'au respect des morts ; à force de détruire la nature, celle-ci a fini par se révolter. Cette crise serait-elle le prélude à d'autres épidémies et d'autres catastrophes sociales induites par la mondialisation ? Comment construire une société plus « résiliente » ? Face à des analyses rigoureuses et parfois à des prophéties douteuses, qui a le dernier mot ou la parole la plus juste ? À travers des articles parus au moment de la crise, nous débattrons du rôle des scientifiques et des intellectuel.le.s dans le débat démocratique.

**Un seul lieu :** Roulotte l'Audacieuse - rue de Brabant à Perwez, à 20h (près de l'école située au n° 45).

## A noter dans mon agenda

### Une formation universitaire et pluridisciplinaire pour adultes

Le Master en politique économique et sociale à horaire décalé de la FOPES (3 ans) s'adresse à des adultes exerçant une activité professionnelle ou des



engagements sociétaux et vise à les soutenir dans l'élaboration de projets d'innovation sociale. Organisé à Louvain-la-Neuve et en Wallonie, il associe plusieurs disciplines de sciences humaines pour offrir une variété de clés d'interprétation des phénomènes économiques et sociaux, et des politiques qui les concernent. Les cours sont organisés un jour par semaine (le samedi ou un jour en semaine) et combinent cours classiques, travaux de groupe, travail individuel et séminaires. Le programme favorise les pédagogies participatives et innovantes. Différentes conditions d'admission

permettent d'accéder à ce master: la Valorisation des acquis de l'expérience (VAE) ; via une passerelle pour les titulaires de certains titres de l'enseignement supérieur de type court ; si vous disposez d'un premier diplôme de licence, master ou bachelier universitaire. L'accès au programme est conditionné à la remise d'un dossier d'admission. ●

Des séances d'information sont organisées dans différentes régions, aux dates et lieux repris sur le portail : <https://uclouvain.be/fr/facultes/espofopes/seances-d-information.html>  
**Infos :** FOPES mail : secretariat-opes@uclouvain.be  
Programme complet et conditions d'admission : [www.uclouvain.be/prog-opes2m](http://www.uclouvain.be/prog-opes2m)

## Centres régionaux



### BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400  
Nivelles • 067.21.89.91

### BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000  
Bruxelles • 02.557.88.35

### CHARLEROI – THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000  
Charleroi • 071.31.22.56

### DINANT – PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590  
Ciney • 083.21.24.51

### HAINAUT CENTRE

#### La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100  
La Louvière • 064.23.80.20

#### Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000  
Mons 065.35.39.63

### HAINAUT OCCIDENTAL

#### Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500  
Tournai • 069.88.07.64

#### Ath:

rue de Gand, 28 - 7800  
Ath • 068/84.34.31

#### Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700  
Mouscron • 056.33.48.68

### LIÈGE-HUY-WAREMME

#### Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000  
Liège • 04.232.61.61

#### Huy:

av. Albert 1<sup>er</sup>, 6 - 4500  
Huy 085.21.11.33

### LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700  
Arlon • 063.21.87.33

### NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000  
Namur • 081.22.68.71

### VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800  
Verviers • 087.33.77.07

### CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700  
Eupen • 087.59.46.30



## « TOUTES LES IMAGES SONT DES MENSONGES ET L'ABSENCE D'IMAGES AUSSI » (citation de Bouddha)

Après plusieurs collaborations dans différents journaux avec une envie « *de dire quelque chose* », le BAGIC a représenté pour moi des années de formation décisives vers une orientation plus radicale : il n'a pas seulement aiguisé mon esprit déjà critique, il m'a aussi fortement ouvert les yeux sur le pouvoir et la dimension politique de l'image. C'est ainsi que la photographie sociale s'est naturellement imposée à moi, avec comme « mission » de dénoncer tout en refusant d'alimenter les stéréotypes, de proposer un espace de constats, de revendications et de leviers sur les réalités sociales. Peu connue du grand public, elle constitue pourtant un champ des possibles fort riche, notamment dans le service hospitalier de gériatrie, où j'anime des sessions photos autour du récit de vie, qui, comme le souligne Boris Cyrulnik, devient un outil de ré-appropriation de son histoire et un levier émancipateur de l'individu, une possibilité concrète de redevenir un.e acteur.rice participatif.ve de sa vie et potentiellement un.e citoyen.ne actif.ve.

Mon travail m'amène aussi à rencontrer des personnes atteintes d'un cancer. À la Maison Intermède de Mons, la photo est un outil de témoignages et de dénonciations : que dit-on du monde que l'on donne à voir ? Quelles visions proposons-nous de la vie ? Avec des personnes malades, cela se traduit notamment par le refus d'offrir, pour les femmes, une image « belle » de la maladie. Cette représentation des femmes montre que, même malades, elles doivent répondre à des critères de séduction.

Le « *testament visuel* » est un autre projet photo qui me tient à cœur : à un moment où la mort est difficile à aborder, je propose plusieurs rencontres avec la personne mourante pour devenir le relais et l'outil de ce qu'il.elle veut « laisser » comme héritage à partager et transmettre. En valorisant la place des ainé.e.s, je prends une posture militante, tant je dois contrer le tabou et la difficulté de notre société à regarder la mort en face. Avec un regard émerveillé qui, je l'espère, reste humain et chaleureux, mon appareil se pose de manière intime sur des personnes pour marquer un épisode important de leur vie, en s'interrogeant : « *Y a-t-il une place et du temps pour ceux.celles marqué.e.s par la maladie, le deuil ou la perte ? Dans une société obsédée par le résultat, quelle est la place du processus ?* »

La légèreté et la possibilité de prendre des images, avec son GSM par exemple, rendent aussi accessible cet outil de dénonciation, déjà largement utilisé sur les réseaux sociaux. Avec la photo, chacun.e peut dénoncer quelque chose là où il.elle est. L'espace public est, pour moi, un enjeu fondamental de critères démocratiques. Quelle vision avons-nous de cet espace censé appartenir à tous.tes ? Des images de consommation, des invitations à consommer ? Le.la photographe social.e s'inscrit comme un.e réel.le acteur.rice de changement des mentalités.

Le reportage proposé au fil des pages de cette *Esperluette* est constitué des clichés pris dans l'espace public durant le confinement ; elles traduisent notamment l'isolement social, l'absence.

Virginie DELATTRE